

UNIVERSITE DE LAUSANNE
FACULTE DES SCIENCES SOCIALES
ET POLITIQUES
INSTITUT DE PSYCHOLOGIE

SESSION D'HIVER 2024

Genre, efficacité politique interne et efficacité politique collective chez les jeunes : une étude mixte

Mémoire de :
Maîtrise Universitaire ès Sciences en Psychologie
Orientation Psychologie sociale et interculturelle

Présenté par : Noémie Lavanchy

Directeur : Christian Staerklé

Experte : Vanessa Juarez

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	III
RÉSUMÉ	V
INTRODUCTION	1
Genre et efficacité politique interne	3
Genre et efficacité politique collective	4
Efficacités politiques interne et collective	7
Problématique et design de l'étude	8
ÉTUDE 1	11
Hypothèses et modèle	11
Méthode	12
Données	12
Échantillon	13
Opérationnalisation des variables	16
Résultats	19
H1 : Différence de genre dans l'efficacité politique interne	19
H2 : Différence de genre dans l'efficacité politique collective	22
Analyses supplémentaires	24
H3 : Lien entre efficacité politique collective et efficacité politique interne	29
H4 : Modèle de médiation	31
Discussion	32
Différences de genre dans les efficacités politiques interne et collective	32
Lien entre efficacité politique collective et efficacité politique interne	33
Effets du niveau d'éducation	35

ÉTUDE 2	37
Méthode	37
Réculte de données et procédure	37
Participant.es	39
Analyse des données	40
Résultats	40
Thème 1 – La légitimité des femmes en politique	40
Thème 2 – L’apport du groupe pour le sentiment d’efficacité politique des jeunes femmes	48
Thème 3 – Un désengagement politique lié au sentiment d’inutilité de la participation politique	52
Thème 4 – L’importance du milieu social dans le rapport à la politique des jeunes femmes	57
Discussion	59
Des femmes peu légitimes en politique	59
Inutilité de la participation politique et désengagement	62
Le groupe comme ressource	66
Milieu social et engagement politique	67
DISCUSSION GÉNÉRALE	68
Genre et efficacité politique interne	68
Genre et efficacité politique collective	70
Genre, efficacité politique collective et efficacité politique interne	71
Limites et perspectives pour de futures recherches	72
CONCLUSION	75
REMERCIEMENTS	76
RÉFÉRENCES	77
ANNEXES	82

Résumé

Parmi les différences de genre classiquement répertoriées en psychologie politique, la plus faible efficacité politique interne des femmes comparativement à celle des hommes constitue un phénomène récurrent et robuste. L'efficacité politique collective, quant à elle, en particulier son lien avec le genre, est encore peu étudiée. Cette étude mixte a dès lors pour but de tester et de comprendre les liens entre genre, efficacité politique interne et efficacité politique collective chez les jeunes en Suisse romande.

Une première étude quantitative utilise des items issus d'un questionnaire rempli par des apprenti·e·s et des lycéen·ne·s pour tester les différences de genre dans les efficacités politiques collective et interne, ainsi que l'association entre efficacité politique collective et efficacité politique interne. Les résultats de la première étude montrent que les jeunes femmes ont une efficacité politique interne plus faible que les jeunes hommes, mais une efficacité politique collective plus élevée qu'eux. L'efficacité politique collective est également positivement associée à l'efficacité politique interne, et est un médiateur partiel du lien entre genre et efficacité politique interne.

Une seconde étude qualitative est ensuite élaborée, afin d'approfondir ces résultats. Dans cette seconde étude, des focus groups sont réalisés avec des jeunes femmes entre 18 et 30 ans afin de comprendre pourquoi les jeunes femmes ont une faible efficacité politique interne, mais une efficacité politique collective élevée. Une analyse thématique permet d'identifier quatre thèmes liés au sentiment d'être capable de comprendre et de participer à la politique suisse dans les focus groups : 1. la légitimité des femmes en politique, 2. l'apport du groupe pour le sentiment d'efficacité politique des jeunes femmes, 3. un désengagement politique lié au sentiment d'inutilité de la participation politique, et 4. l'importance du milieu social dans le rapport à la politique des jeunes femmes.

Ces résultats montrent l'importance de s'intéresser à l'efficacité politique collective des jeunes femmes, qui pourrait offrir une porte d'entrée pour favoriser la participation et l'engagement politique des jeunes femmes. De futures recherches seront nécessaires pour confirmer et développer ces résultats.

Mots clés : genre, efficacité politique interne, efficacité politique collective, jeunes, jeunes femmes, méthodes mixtes

Introduction

En Suisse en 2021, « 38,2% des hommes annoncent un intérêt élevé pour la politique, contre 27,1% des femmes. En parallèle, 73,2% des hommes déclarent participer à au moins 8 votations sur 10 contre 67,9% des femmes. » (OFS, 2023) De plus, les hommes sont plus nombreux que les femmes à être élus aux niveaux fédéral, cantonal et communal. En 2023, trois (42.9%) femmes sont élues au conseil fédéral contre quatre (57.1%) hommes, 42% de femmes contre 58% d'hommes au conseil national et 26.1% de femmes contre 73.9% d'hommes au conseil des Etats (OFS, 2023). Les proportions sont similaires aux niveaux cantonaux et communaux, avec 31.2% de femmes contre 68.8% d'hommes aux postes exécutifs cantonaux et 33.5% de femmes contre 66.5% d'hommes aux postes législatifs cantonaux, ainsi que 32.5% de femmes contre 67.5% d'hommes aux postes exécutifs communaux et 39% de femmes contre 61% d'hommes aux postes législatifs communaux (OFS, 2023). Ces statistiques montrent que, même si les femmes ont en théorie les mêmes droits politiques que les hommes en Suisse, des inégalités de genre persistent dans ce domaine.

Ces différences de genre sont également présentes chez les jeunes, malgré la réduction des inégalités de genre entreprise par les mouvements féministes depuis le siècle dernier, ainsi que l'apparente évolution des mentalités. La littérature en psychologie politique souligne notamment que les jeunes femmes auraient une participation politique institutionnelle (Pfanzelt & Spies, 2019 ; Grasso & Smith, 2022) et un intérêt politique (Arens & Watermann, 2017 ; Mayer & Schmidt, 2004) plus faibles que les jeunes hommes. Ces différences de genre sont expliquées par des contraintes psychologiques (internalisation des rôles de genre qui astreignent les femmes à la sphère domestique), familiales (dynamiques de pouvoir et division genrée du travail domestique) et sociétales (inégalités de genre structurelles et politiques en

matière d'égalité) (Barrett & Pachi, 2019). Ces contraintes limitent les opportunités des femmes de développer des dispositions et des compétences requises pour participer en politique.

Il est particulièrement important et utile de diminuer ces différences de genre chez les jeunes, car ils constituent une partie de la population qui pourra être active en politique pendant encore de nombreuses années. La participation politique d'un maximum de jeunes est d'autant plus importante au vu des nombreux enjeux sociétaux actuels (notamment de réchauffement climatique, de pandémies, ou de conflits) qui les concerneront le plus à long terme, et vis-à-vis desquels ils seront potentiellement les plus susceptibles d'apporter des changements. Il est également important que les jeunes femmes aient les moyens de revendiquer et de se battre pour leurs droits et ceux des femmes futures. Les jeunes femmes sont également moins étudiées en tant que population spécifique que les jeunes tous genres confondus, ou que les femmes en général, ce qui m'amène à me questionner sur les spécificités dans leur rapport à la politique.

Parmi les différences de genre étudiées en psychologie politique, le lien entre genre et efficacité politique interne a fréquemment été confirmé. La littérature distingue trois formes d'efficacité politique : interne, externe et collective (Barrett & Pachi, 2019). L'efficacité politique interne renvoie à son efficacité en tant qu'individu. Il s'agit de la croyance en sa compétence personnelle en matière de politique : quant à sa capacité à comprendre et participer à la politique. L'efficacité politique externe, quant à elle, renvoie aux politicien·ne·s et aux institutions. Il s'agit de la croyance que ces dernier·e·s sont réceptif·ve·s ou non aux demandes des citoyen·ne·s. Enfin, l'efficacité politique collective renvoie à son groupe d'appartenance, et à la croyance qu'il est capable d'avoir un impact sur la politique.

La littérature sur l'efficacité politique fait état de différences de genre consistantes dans l'efficacité politique interne (Fraile & de Miguel Moyer, 2021 ; Marshall & al., 2007 ;

Wen & al., 2013 ; Pfanzelt & Spies, 2019 ; Grasso & Smith, 2022 ; Arens & Watermann, 2017). Cette différence de genre pose problème, car elle impacte négativement la participation politique des jeunes femmes (Wen & al., 2013 ; Pfanzelt & Spies, 2019). L'efficacité politique interne est en effet positivement associée au vote, à d'autres formes de participation politique conventionnelle, à la participation politique non conventionnelle et à la participation civique (Barrett & Brunton-Smith, 2014). Augmenter l'efficacité politique interne des jeunes femmes pourrait donc constituer un moyen de favoriser leur participation politique et de réduire la différence de genre dans ce domaine.

Cependant, l'effet du genre sur les deux autres formes d'efficacité politique a beaucoup moins été étudié. En effet, la plupart des études se focalisent essentiellement sur l'efficacité politique interne, et ont donc une conception assez individuelle de l'efficacité politique. Le lien entre genre et efficacité politique collective, en particulier, n'a jusqu'à présent presque pas été exploré. Quant à l'efficacité politique externe, la littérature ne met pas en évidence de lien consistant entre celle-ci et le genre : il semblerait que les femmes et les hommes ne diffèrent pas quant à leur niveau d'efficacité politique externe (Marshall & al., 2007 ; Heger & Hoffman, 2021).

Compte tenu de la persistance de la différence de genre dans l'efficacité politique interne chez les jeunes, ainsi que du manque d'informations sur l'efficacité politique collective, cette étude mixte aura dès lors pour but de tester et de comprendre les liens entre efficacité politique interne, efficacité politique collective et genre chez les jeunes en Suisse romande.

Genre et efficacité politique interne

Comme mentionné plus haut, de nombreuses études en psychologie politique trouvent une efficacité politique interne plus faible chez les femmes que chez les hommes sur des

populations adultes (Fraile & de Miguel Moyer, 2021 ; Marshall & al., 2007) et adolescentes (Wen & al., 2013 ; Pfanzelt & Spies, 2019 ; Grasso & Smith, 2022 ; Arens & Watermann, 2017). Le terme de *gender gap* désigne cet écart entre hommes et femmes.

La politique est un domaine qui est fortement touché par les représentations collectives sur ce qu'est la politique et à qui elle s'adresse : en caricaturant, on pourrait dire que la politique n'est pas faite pour les femmes, car la politique, c'est un monde d'hommes (Bos & al., 2021 ; Mayer & Schmidt, 2004 ; Wen & al., 2013). Les processus genrés de socialisation amènent donc les femmes à développer, entre autres, une faible efficacité politique interne. À travers la socialisation genrée, les jeunes filles intériorisent en effet des stéréotypes et des normes de genre qui les amènent à penser qu'elles ne sont pas capables de comprendre la politique, et que celle-ci ne mérite pas leur intérêt (Rapoport, 1981, cité dans Wen & al., 2013 ; Mayer & Schmidt, 2004 ; Bos & al., 2021). L'efficacité politique des jeunes hommes augmente en effet davantage que celle des jeunes femmes de 12 à 15 ans, ce qui suggère que la différence de genre s'intensifie avec l'âge, à mesure que les personnes intériorisent des stéréotypes de genre et des attentes sociales genrées (Arens & Watermann, 2017). Les croyances quant à leur capacité à s'engager en politique (efficacité politique interne) freinent par la suite la participation des jeunes femmes à la vie politique, tout comme le développement de leurs connaissances et de leurs compétences dans ce domaine (Wen & al., 2013 ; Pfanzelt & Spies, 2019).

Genre et efficacité politique collective

Au contraire de l'efficacité politique interne, un éventuel lien entre genre et efficacité politique collective n'a pas encore été mis en évidence dans la littérature. De plus, la littérature sur l'efficacité collective (non spécifique à la politique) ne s'est que peu intéressée

aux différences de genre dans ce domaine, et les quelques études à l'avoir fait pourraient justifier l'hypothèse d'une différence de genre dans une direction comme dans l'autre.

D'après certains résultats, les femmes auraient tendance à prédire des performances moins élevées pour une personne de leur groupe que pour une personne moyenne (incluant les autres groupes), et ce, qu'elles soient issues de majorités ou de minorités ethniques (Mayo & Christenfeld, 1999). Nous pourrions ainsi imaginer que les femmes, en tant que groupe minoritaire, se sentent moins efficaces collectivement en politique que les hommes, car elles disposent de moins de ressources pour amener du changement social, et qu'il serait difficile pour elles de se sentir efficaces en tant que groupe sans un sentiment d'efficacité personnel développé (Fernández-Ballesteros & al., 2002).

D'autres résultats soulignent au contraire que, si les femmes ont tendance à sous-estimer leurs propres performances, elles ne font pas les mêmes prédictions pour les autres femmes : elles ont globalement de faibles attentes quant à leurs performances personnelles, mais ont de fortes attentes pour les autres femmes (Collis, 1985, cité dans Mayo & Christenfeld, 1999 ; Clark & Zehr, 1993, cité dans Mayo & Christenfeld, 1999). Un phénomène désigné sous le nom de « Nous pouvons, mais je ne peux pas » (*"We can, but I can't"*) (Collis, 1985, p.209, cité dans Mayo & Christenfeld, 1999). Les hommes auraient au contraire des attentes similaires (de succès) envers eux-mêmes et les autres hommes. Si l'on considère, comme le font Mayo et Christenfeld (1999), que l'estimation des capacités des autres membres de son groupe correspond à une forme d'efficacité collective (un postulat que l'on peut questionner, car peut-être trop réducteur), ce phénomène suggère alors que les femmes pourraient avoir une efficacité collective similaire à celles des hommes, étant donné qu'elles considèrent les autres femmes comme efficaces.

Nous pourrions également nous attendre à ce que les femmes se sentent plus efficaces collectivement que les hommes justement parce qu'en tant que membres d'une minorité elles

manquent des ressources nécessaires pour amener du changement social par elles-mêmes. Elles dépendraient ainsi plus du « pouvoir du nombre » (Fernández-Ballesteros & al., 2002). De plus, Fernández-Ballesteros et collaborateur·trice·s (2002) mettent aussi en évidence les accomplissements des mobilisations collectives en termes de droits des femmes et de réduction des inégalités de genre, sachant qu'une forte perception d'efficacité est nécessaire pour rester motivé·e et ne pas abandonner face à des obstacles. L'efficacité politique collective est en effet un prédicteur important de l'action collective (van Zomeren & al., 2004 ; van Zomeren & al., 2008 ; Cicognani & Zani, 2015). Nous pourrions ainsi faire l'hypothèse que la persistance de la lutte des femmes et des autres minorités de genre pour l'égalité démontre une forte efficacité politique collective de leur part.

Le statut de groupe dominé des femmes pourrait en effet les mener à avoir une efficacité politique collective plus élevée que les hommes. Selon la théorie de l'Identité sociale, développée par Tajfel, les individus ont besoin d'avoir une identité sociale (i.e. associée à un groupe d'appartenance) positive (Leyens & Yzerbyt, 1997). Cependant, pour les personnes appartenant à un groupe défavorisé, comme c'est le cas des femmes, leur identité sociale est négative. Certaines stratégies collectives peuvent pourtant être utilisées pour revaloriser son groupe, afin d'obtenir une identité sociale positive (Leyens & Yzerbyt, 1997). Ce raisonnement pourrait être appliqué à l'efficacité politique : ne parvenant pas à obtenir une identité sociale positive et à se sentir efficaces politiquement en tant que membres d'un groupe dominé, les femmes dépendraient de stratégies surtout collectives pour obtenir une identité sociale positive et avoir l'impression de pouvoir avoir un impact en politique. À l'inverse, les hommes, qui bénéficient déjà d'une identité sociale positive et de la perception d'être capables de participer et d'avoir un impact politique en tant que membres d'un groupe dominant, ne dépendraient pas de stratégies collectives pour en obtenir.

Pour ces raisons, nous pouvons supposer que l'efficacité politique collective des femmes est plus élevée que celle des hommes.

Efficacités politiques interne et collective

Dans la théorie sociale cognitive (Bandura, 1997), l'auto-efficacité et l'efficacité collective sont en partie interdépendantes. L'efficacité collective d'un groupe tient nécessairement compte de l'efficacité de chacun de ses membres individuellement. Réciproquement, la perception de son efficacité personnelle dans un contexte de groupe dépend de processus de groupes, de coordination, des autres membres du groupe, ainsi que de normes et d'influences sociales en son sein.

En politique, les personnes semblent se considérer comme plus efficaces au niveau collectif qu'individuel pour résoudre les problèmes sociétaux (Fernández-Ballesteros & al., 2002) : elles retirent donc un sentiment d'efficacité de la part du groupe à travers le « pouvoir du nombre ». Bien que peu d'études se soient explicitement intéressées au lien entre efficacités (politiques) interne et collective, celles qui l'ont fait proposent des résultats contradictoires quant au sens de cette relation.

Selon certaines études, un fort sentiment d'efficacité politique collective pourrait mener à son tour à une augmentation de l'efficacité politique interne, et son effet sur la participation politique serait alors en partie indirect (Jugert & al., 2016 ; Barret & Pachi, 2019). « Tandis que les perceptions de l'efficacité collective augmentent l'action collective explicite, l'efficacité collective doit être traduite en auto-efficacité pour affecter les actions individuelles en faveur du climat. » (Jugert & al., 2016, p.22, traduction libre).

De plus, selon le modèle du *group-based control* (Fritsche & al., 2013), l'appartenance à un groupe peut servir à restaurer ou à maintenir le contrôle personnel : le contrôle personnel augmenterait à travers le contrôle exercé par le groupe. Lorsque leur contrôle personnel est

menacé, les individus raisonneraient et agiraient en termes de groupe dans le but de regagner ou de maintenir du contrôle personnel à travers le contrôle exercé par le groupe (grâce à son agentivité et son homogénéité). En parallèle, des études en psychologie du travail mettent en évidence que l'efficacité collective est une importante source d'auto-efficacité pour les enseignants dans le cadre de leur profession (Guidetti & al., 2018 ; Goddard & Goddard, 2001). Ainsi, la perception d'une forte efficacité politique collective de la part de son groupe pourrait augmenter son efficacité politique interne (Jugert & al., 2016 ; Barret & Pachi, 2019).

Cependant, d'autres études indiquent que le lien entre efficacité politique interne et collective serait plutôt de sens inverse : à savoir que l'efficacité individuelle perçue prédirait mieux l'efficacité collective perçue que l'inverse (Fernández-Ballesteros & al., 2002). « La croyance des personnes qu'elles peuvent provoquer un changement social en travaillant ensemble est, dans une large mesure, fondée sur l'auto-efficacité perçue de ses membres. L'on ne peut pas créer une force collective puissante à partir de membres qui sont en proie à un profond sentiment de doute. » (Fernández-Ballesteros & al., 2002, traduction libre). C'est d'ailleurs cette explication qui sous-tend l'hypothèse possible selon laquelle les femmes auraient une plus faible efficacité politique collective que les hommes.

Bien qu'il n'y ait pas de consensus quant au sens de leur relation, nous pouvons néanmoins nous attendre à ce que les efficacités politiques collective et interne soient positivement associées.

Problématique et design de l'étude

Si les résultats présentés dans les sections précédentes nous permettent de mieux comprendre les liens entre genre, efficacité politique interne et efficacité politique collective, ils ont cependant certaines limites.

En premier lieu, bien que le lien entre genre et efficacité politique interne soit très largement documenté et constant dans la littérature, il n'en est pas de même pour celui entre genre et efficacité politique collective. La présence d'une différence de genre dans l'efficacité politique collective reste donc incertaine, ainsi que le groupe pour lequel elle serait supérieure et pour quelles raisons.

Ensuite, bien que la littérature nous permette de supposer que les efficacités politiques interne et collective soient positivement associées, les études mentionnées plus haut ne sont pas toujours spécifiques au domaine politique, et proposent des résultats parfois contradictoires quant au sens de la relation. Ainsi, il convient avant tout de tester si l'association positive entre efficacité collective et auto-efficacité s'applique également au domaine politique.

Enfin, presque toutes les études mentionnées dans la section précédente utilisent des méthodes quantitatives et plutôt centrées sur les individus. L'utilisation de méthodes quantitatives uniquement, bien qu'essentielle pour expliquer les relations entre variables ainsi que leur force, n'est pas suffisante pour comprendre les raisons d'une éventuelle différence de genre dans l'efficacité politique collective. Le caractère exploratoire de cette étude, lié à la rareté de la littérature sur l'efficacité politique collective, se prête en effet particulièrement bien à l'utilisation de méthodes qualitatives. C'est pourquoi ce travail utilise une méthodologie mixte, où des données qualitatives sont utilisées pour approfondir et compléter certains résultats quantitatifs.

Cette étude mixte a dès lors pour objectif de décrire et de comprendre les liens entre genre, efficacité politique interne et efficacité politique collective chez les jeunes en Suisse romande. Pour ce faire, un design mixte explicatif (*explanatory mixed methods design*) (Creswell et Plano Clark, 2018) est utilisé. Ce type de design mixte implique la collection de données qualitatives à la suite d'une première phase quantitative, afin d'expliquer ou

d'approfondir les résultats initiaux. La collection de données qualitatives à la suite de résultats quantitatifs a l'avantage d'apporter certaines pistes de réponse, sans avoir à recourir à des hypothèses préalables.

Ainsi, dans une première étude, quantitative, des items issus d'un questionnaire rempli par des apprenti·e·s et des lycéen·ne·s en Suisse romande sont utilisés pour tester les différences de genre dans les efficacités politiques collective et interne, ainsi que l'association entre efficacité politique collective et efficacité politique interne. Sur la base des résultats de la première étude, une seconde étude, qualitative, est ensuite conduite pour comprendre pourquoi les jeunes femmes ont une faible efficacité politique interne, mais une efficacité politique collective élevée. Dans cette étude, les perceptions d'être capable de comprendre et de participer en politique en tant qu'individu ou en tant que groupe sont explorées dans deux focus groups auprès de onze jeunes femmes entre 18 et 30 ans.

Mieux connaître les liens entre genre, efficacité politique interne et efficacité politique collective chez les jeunes pourrait permettre de proposer des pistes pour stimuler l'efficacité politique interne des jeunes femmes, ce qui favoriserait à son tour leur participation politique et leur confiance en elles, afin qu'elles puissent être pleinement actives en politique et défendre leurs intérêts. Connaître le rôle du groupe dans le sentiment d'être capable d'avoir un impact en politique chez les jeunes femmes pourrait notamment expliquer en partie les mouvements politiques féministes, récents ou non (par exemple grève féministe), et offrir des pistes d'intervention.

Étude 1

Hypothèses et modèle

La première étude, quantitative, a pour but de tester les liens entre genre, efficacité politique interne et efficacité politique collective, à l'aide d'items issus d'un questionnaire rempli par des apprenti·e·s et des lycéen·ne·s en Suisse romande. Les hypothèses suivantes sont formulées sur la base de la littérature présentée dans la section précédente. Le modèle 1 illustre les liens supposés entre les variables.

En premier lieu, la littérature fait état d'un lien robuste entre genre et efficacité politique interne. L'hypothèse suivante est ainsi faite :

<p>H1 : Les jeunes femmes ont une efficacité politique interne plus faible que les jeunes hommes.</p>
--

En deuxième lieu, bien qu'aucun pattern de genre clair et robuste quant à l'efficacité politique collective ne semble ressortir de la littérature, il existe plusieurs raisons de supposer que l'efficacité politique collective des femmes est plus élevée que celle des hommes.

<p>H2 : Les jeunes femmes ont une efficacité politique collective plus élevée que les jeunes hommes.</p>

Ensuite, bien que le sens de la causalité diffère selon les études, plusieurs d'entre elles semblent suggérer la présence d'un effet de l'efficacité politique collective sur l'efficacité politique interne. Il est également possible qu'elles se renforcent mutuellement. Il est cependant tout d'abord nécessaire de vérifier si l'efficacité politique collective est bel et bien positivement associée à l'efficacité politique interne chez les jeunes, avant de s'intéresser au sens de cette relation.

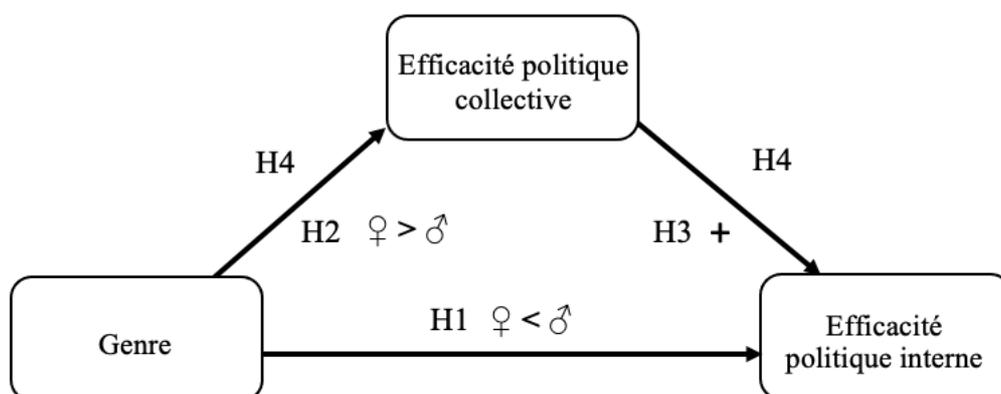
H3 : L'efficacité politique collective est positivement associée à l'efficacité politique interne : plus l'efficacité politique collective est élevée, plus l'efficacité politique interne est élevée.

Pour finir, une médiation est testée sur la base des liens supposés entre les variables : le genre influencerait l'efficacité politique collective, qui influencerait à son tour l'efficacité politique interne. L'hypothèse est ainsi faite d'un effet médiateur de l'efficacité politique collective dans le lien entre le genre et l'efficacité politique interne : à savoir que le genre aurait un effet sur l'efficacité politique interne à travers l'efficacité politique collective.

H4 : L'efficacité politique collective médie la relation entre genre et efficacité politique interne.

Figure 1

Modèle des hypothèses de l'étude 1



Méthode

Données

Les données utilisées sont issues d'un questionnaire en ligne rempli entre décembre 2021 et avril 2022 par des jeunes en formation post-obligatoire (apprenti·e·s ou lycéen·ne·s), vivant en Suisse et ayant entre 15 et 30 ans. Le questionnaire a été distribué en ligne, soit par

l'intermédiaire des directeurs de centres de formation professionnelle ou de lycées, soit directement par les enseignant·e·s. Le lien a également été posté sur différentes plateformes de médias sociaux. Le questionnaire comprenait 92 items, portant principalement sur le rapport des répondant·e·s à la politique. Des items portaient également sur leur formation, leur satisfaction de vie et leur bien-être, leur niveau d'autoritarisme et de dominance sociale, certaines attitudes idéologiques, ainsi que des questions socio-démographiques. Seuls 12 items (annexe 1) ont été utilisés pour réaliser les analyses statistiques qui suivent. Les analyses statistiques ont été réalisées à l'aide du logiciel R (v4.1.2, R Core Team, 2021).

Échantillon

Étant donné que l'objectif de ce travail était de comparer les jeunes hommes et les jeunes femmes, les participant·e·s ayant répondu « autre » (20 participant·e·s) ou n'ayant pas répondu à la question leur demandant leur genre (14 participant·e·s) ont été exclu·e·s de l'échantillon et n'ont ainsi pas été pris·es en compte pour réaliser les analyses statistiques. En raison de leur trop faible nombre, et afin de pouvoir comparer les répondant·e·s selon leur niveau d'éducation, les personnes n'étant ni apprenti·e·s ni lycéen·ne·s (7 participant·e·s) ou n'ayant pas indiqué leur niveau d'éducation (1 participant·e) ont ensuite été exclu·e·s de l'échantillon. L'échantillon retenu est ainsi composé de 603 participant·e·s, soit 286 femmes (47.4 %) et 317 hommes (52.6 %). Les statistiques descriptives, ainsi que les corrélations entre les différentes variables de l'étude se trouvent dans le tableau 1 pour l'échantillon complet, dans le tableau 2 pour le groupe des femmes et dans le tableau 3 pour le groupe des hommes.

Parmi les répondant·e·s retenu·e·s, 239 sont apprenti·e·s (39.6%) et 364 sont lycéen·ne·s (60.4%). 241 sont en première année de formation (40%), 187 en deuxième année (31.1%), 157 en troisième année (26.1%) et 17 en quatrième année (2.8%).

Tableau 1

Statistiques descriptives et corrélations pour les variables de l'étude pour tout l'échantillon (n = 603)

Variable	n	M	ET	1	2	3	4	5	6	7
1. Genre	603	-	-	-						
2. Efficacité politique interne	566	3.38	1.02	.17***	-					
3. Efficacité politique collective	587	4.33	1.12	-.21***	.24***	-				
4. Niveau d'éducation	603	-	-	-.37***	.08*	.19***	-			
5. Année de formation	602	1.92	0.88	-.01	.11*	-.08	.06	-		
6. Intérêt politique	603	3.21	1.37	.06	.7***	.2***	.12**	.18***	-	
7. Discussions politiques	603	2.94	1	-.01	.63***	.22***	.14***	.13**	.69***	-

* p < .05. ** p < .01. *** p < .001.

Tableau 2

Statistiques descriptives et corrélations pour les variables de l'étude pour les femmes (n = 286)

Variable	n	M	ET	1	2	3	4	5	6
1. Efficacité politique interne	271	3.2	0.97	-					
2. Efficacité politique collective	282	4.58	0.95	.26***	-				
3. Niveau d'éducation	286	-	-	.1	.18**	-			
4. Année de formation	286	1.93	0.83	.08	.03	.08	-		
5. Intérêt politique	286	3.12	1.31	.7***	.23***	.13*	.16**	-	
6. Discussions politiques	286	2.95	0.97	.6***	.25***	.15*	.11	.71***	-

* p < .05. ** p < .01. *** p < .001.

Tableau 3

Statistiques descriptives et corrélations pour les variables de l'étude pour les hommes (n = 317)

Variable	n	M	ET	1	2	3	4	5	6
1. Efficacité politique interne	295	3.54	1.04	-					
2. Efficacité politique collective	305	4.11	1.21	.31***	-				
3. Niveau d'éducation	317	-	-	.2***	.09	-			
4. Année de formation	316	1.91	0.92	.14*	-.15*	.05	-		
5. Intérêt politique	317	3.29	1.42	.7***	.22***	.18**	.2***	-	
6. Discussions politiques	317	2.93	1.04	.67***	.2***	.15**	.14*	.69***	-

* p < .05. ** p < .01. *** p < .001.

Opérationnalisation des variables

Genre. Le genre a été mesuré à l'aide de l'item « *Vous êtes :* », les répondant·e·s pouvant répondre « *Femme* » (codé 1) « *Homme* » (codé 2), ou « *Autre* » (codé 3). Comme mentionné plus haut, le groupe « autre » et les non-réponses ont été exclus de l'échantillon et n'ont pas été pris en compte pour réaliser les analyses statistiques.

Efficacité politique interne. Un score moyen d'efficacité politique interne a été calculé à partir de cinq items : « *Je crois que je peux avoir une influence sur la politique suisse.* », « *J'ai confiance dans ma capacité à participer à la vie politique.* », « *Je ne me sens pas sûr·e de moi lorsque je parle avec d'autres personnes de politique.* » (item inversé), « *La politique est pour moi un sujet difficile à comprendre.* » (item inversé) et « *Les politiciens et politiciennes utilisent des mots trop difficiles à comprendre.* » (item inversé). Pour chacun de ces items, les modalités de réponses formaient une échelle de Likert en 6 points, allant de « *Pas du tout d'accord* » (1) à « *Tout à fait d'accord* » (6).

Une analyse en composantes principales (ACP) indique que ces cinq items peuvent être considérés comme une dimension unique. En effet, une seule composante peut être retenue en se basant sur le critère de Kaiser (valeur propre supérieure à 1) ou sur un *scree plot* (annexe 2). La valeur propre de cette composante est de 2.67, et explique 53% de la variance totale de l'efficacité politique interne. Les 5 items sont associés positivement à la composante, c'est pourquoi ils sont tous retenus. L'alpha de Cronbach est de 0.78, ce qui est satisfaisant.

Le score d'efficacité politique interne correspond ainsi à la moyenne des réponses aux cinq items retenus et va de 1 à 6, un score élevé indiquant un plus haut niveau d'efficacité politique interne. Le score n'était pas calculé – et était considéré comme donnée manquante – pour les individus qui avaient une ou plusieurs donnée(s) manquante(s) à un/des item(s) utilisé(s) pour calculer le score. Ce choix a été fait afin d'obtenir des scores réellement comparables entre les différents individus. Le score d'efficacité politique interne moyen a

ainsi été calculé pour 566 individus, avec une répartition hommes/femmes proche de l'échantillon total (271 femmes (47.88%) et 295 hommes (52.12%)). Sa moyenne est de 3.38 ($ET = 1.02$) pour tout l'échantillon, de 3.2 ($ET = 0.97$) pour les femmes et de 3.54 ($ET = 1.04$) pour les hommes.

Efficacité politique collective. L'efficacité politique collective a été mesurée à l'aide de deux items : « *En s'unissant, les jeunes comme moi peuvent amener des changements positifs dans la société.* » et « *En s'unissant, les jeunes comme moi peuvent influencer les décisions qui sont prises par les autorités.* ». Les réponses étaient exprimées sur une échelle de Likert en 6 points, allant de « *Pas du tout d'accord* » (1) à « *Tout à fait d'accord* » (6).

Les deux items ont une corrélation de .68, ce qui confirme que ces deux mesures sont similaires. C'est pourquoi un score d'efficacité politique collective a été calculé à partir de ces deux items. Le score d'efficacité politique collective correspond ainsi à la moyenne des réponses aux deux items et va de 1 à 6. Un score élevé indique un plus haut niveau d'efficacité politique collective. Comme pour l'efficacité politique interne, le score n'était pas calculé – et était considéré comme donnée manquante – pour les individus qui avaient une ou deux donnée(s) manquante(s) à un/aux deux item(s) utilisé(s) pour calculer le score. Le score d'efficacité politique collective moyen a donc été calculé pour 587 individus. La répartition hommes/femmes est similaire à celle de l'échantillon total : 282 femmes (48.04%) et 305 hommes (51.96%). Sa moyenne est de 4.33 ($ET = 1.12$) pour tout l'échantillon, de 4.58 ($ET = 0.95$) pour les femmes, et de 4.11 ($ET = 1.21$) pour les hommes.

Il est important de noter que les deux items utilisés n'ont pas été créés dans le but de mesurer l'efficacité politique collective en tant que groupe de femmes ou d'hommes spécifiquement, et qu'il s'agissait de mesures d'efficacité politique collective générale, sans mention directe du genre. Nous pouvons toutefois facilement imaginer que la perception des « jeunes comme moi » inclut en tout cas en partie la question du genre. Nous ne pouvons

cependant pas affirmer que c'est l'efficacité politique collective en tant que femme ou homme spécifiquement qui a été mesurée. D'autant plus que la perception des « jeunes comme moi » inclut nécessairement d'autres caractéristiques que le genre (par exemple l'origine, le statut socio-économique, ou autres).

Niveau d'éducation. Le niveau d'éducation a été mesuré à l'aide de l'item « *Quelle est votre situation professionnelle ?* ». Les catégories étaient les suivantes : « *Pré-apprenti·e / AFP* » (codé 1), « *Apprenti·e / CFC* » (codé 2), « *Lycéen·ne / Culture générale* » (codé 3), « *Lycéen·ne / Maturité gymnasiale* » (codé 4), « *Étudiant·e bachelor* » (codé 5), « *Étudiant·e master* » (codé 6), « *Employé·e (avec formation)* » (codé 7), « *Employé·e (sans formation)* » (codé 8), « *Autre* » (codé 9). Seules les quatre premières catégories ont été retenues dans l'échantillon de cette étude, compte tenu du faible effectif dans les autres catégories. Sur cette base, une nouvelle variable comprenant deux catégories a été créée pour réaliser les analyses. Les personnes ayant répondu « *Pré-apprenti·e / AFP* » ou « *Apprenti·e / CFC* » ont été regroupées en « *Apprenti·e* » (codé 1), celles ayant répondu « *Lycéen·ne / Culture générale* » ou « *Lycéen·ne / Maturité gymnasiale* » en « *Lycéen·ne* » (codé 2).

Âge. Étant donné que l'âge des répondant·e·s n'a pas pu être récolté à cause d'un problème technique lors de la passation du questionnaire en ligne, l'année de formation a été utilisée comme mesure proxy pour l'âge. Ce choix a été fait en partant du principe qu'en moyenne, plus les jeunes ont avancé dans leur formation, plus ils sont âgés. Cette solution n'est pas idéale, mais elle permet d'estimer l'âge des répondant·e·s, et de comparer les plus jeunes aux plus âgé·e·s. L'item en question était « *En quelle année êtes-vous ?* » : 1, 2, 3 ou 4.

Intérêt politique. L'intérêt politique a été mesuré à l'aide de l'item « *Dans quelle mesure êtes-vous intéressé·e par la politique ?* », mesuré sur une échelle de Likert en 6 points, allant de « *Pas du tout intéressé·e* » (1) à « *Extrêmement intéressé·e* » (6). L'intérêt politique

moyen de l'échantillon est de 3.21 ($ET = 1.37$), 3.12 ($ET = 1.31$) pour les femmes, et 3.29 ($ET = 1.42$) pour les hommes.

Discussions politiques. Les discussions à propos de politique ont été mesurées à l'aide de l'item « *À quelle fréquence discutez-vous de politique avec votre entourage ?* », mesuré sur une échelle de Likert en 5 points, allant de « *Jamais* » (1) à « *Tous les jours* » (5). La fréquence de discussions politiques moyenne de l'échantillon est de 2.94 ($ET = 1$), 2.95 ($ET = 0.97$) pour les femmes, et 2.93 ($ET = 1.04$) pour les hommes.

Résultats

H1 : Différence de genre dans l'efficacité politique interne

Premièrement, une ANOVA 2 (genre) x 2 (éducation) a été réalisée pour tester la différence de genre dans le niveau d'efficacité politique interne, en contrôlant pour le niveau d'éducation (voir annexe 3 pour les vérifications d'hypothèses). Les résultats de l'ANOVA sont résumés dans le tableau 4.

Tableau 4

Moyennes, écarts-types, et résultats d'une analyse de variance à deux facteurs (genre et niveau d'éducation) dans l'efficacité politique interne

	<i>M</i>	<i>ET</i>	<i>M</i>	<i>ET</i>	<i>F</i> (1, 562)	<i>p</i>	ω^2
	Femmes		Hommes				
Genre ^a	3.2	0.97	3.54	1.04	16.9	< .001	.03
	Apprenti·e·s		Lycéen·ne·s				
Éducation ^b	3.27	1.01	3.44	1.02	14.83	< .001	.02
Genre ^a * Éducation ^b	-	-	-	-	0.86	.355	.00

^a Femmes = groupe 1 ; Hommes = groupe 2

^b Apprenti·e·s = groupe 1 ; Lycéen·ne·s = groupe 2

L'analyse des effets simples montre que l'efficacité politique interne diffère de manière statistiquement significative selon le genre ($F(1, 562) = 16.9, p < .001$). L'efficacité politique interne des femmes ($M = 3.2, ET = 0.97$) est ainsi significativement plus faible que celle des hommes ($M = 3.54, ET = 1.04$). H1 est confirmée. Le ω^2 est de .03, ce qui correspond à un petit effet. ω^2 a été utilisé pour calculer les tailles d'effets plutôt qu' η^2 , car il s'agit d'un estimateur moins biaisé. Le coefficient de corrélation entre le genre et l'efficacité politique interne est de $r = .17$, et est statistiquement significatif ($p < .001$) (cf. tableau 1).

L'effet simple du niveau d'éducation sur l'efficacité politique interne est également significatif ($F(1, 562) = 14.83, p < .001$). Les lycéen·ne·s ($M = 3.44, ET = 1.02$) ont donc une efficacité politique interne significativement plus élevée que celle des apprenti·e·s ($M = 3.27, ET = 1.01$). Le ω^2 est de .02, ce qui correspond à un petit effet. Le coefficient de corrélation entre le niveau d'éducation et l'efficacité politique interne est de $r = .08$, et est statistiquement significatif ($p = .05$) (cf. tableau 1).

L'effet d'interaction entre genre et niveau d'éducation n'est quant à lui pas statistiquement significatif ($F(1, 562) = 0.86, p = .355$). L'absence d'effet d'interaction signifie que l'effet du genre sur l'efficacité politique interne ne diffère pas selon le niveau d'éducation.

Des tests de contrastes ont ensuite été réalisés, en comparant les moyennes marginales estimées entre les deux niveaux (hommes/femmes et apprenti·e·s/lycéen·ne·s) à l'intérieur de chacune des deux autres catégories (apprenti·e·s/lycéen·ne·s et hommes/femmes). Pour ce faire, le package emmeans (Lenth, 2023) pour R a été utilisé. Les moyennes marginales estimées pour chaque groupe, ainsi que les résultats des comparaisons entre les moyennes marginales estimées sont regroupés dans le tableau 5.

La comparaison des moyennes marginales estimées montre que les femmes (tous niveaux d'éducation confondus) ont en moyenne 0.44 point de moins que les hommes au

score d'efficacité politique interne dans le modèle testé ($t(562) = -4.62, p < .001$). Cette différence de genre est également significative chez les lycéen·ne·s ($t(562) = -4.83, p < .001$) : les femmes lycéennes ont en moyenne 0.53 point de moins que les hommes lycéens au score d'efficacité politique interne. Le score d'efficacité politique interne ne diffère cependant pas de manière statistiquement significative entre les femmes apprenties et les hommes apprentis ($t(562) = -2.26, p = .109$).

Tableau 5

Moyennes marginales estimées pour l'efficacité politique interne en fonction du genre et du niveau d'éducation et comparaison des moyennes marginales estimées des groupes

Éducation	<i>M</i>	<i>SE</i>	<i>M</i>	<i>SE</i>	<i>Estimate</i>	<i>SE</i>	<i>t</i> (562)	<i>p</i>
	Femmes		Hommes					
Apprenti·e·s	3	0.14	3.35	0.08	-0.35 ^a	0.16	-2.26 ^a	.109 ^c
Lycéen·ne·s	3.24	0.07	3.78	0.09	-0.53 ^a	0.11	-4.83 ^a	< .001 ^c
Total	3.12	0.08	3.56	0.06	-0.44 ^a	0.1	-4.62 ^a	< .001 ^c
Genre	<i>M</i>	<i>SE</i>	<i>M</i>	<i>SE</i>	<i>Estimate</i>	<i>SE</i>	<i>t</i> (562)	<i>p</i>
	Apprenti·e·s		Lycéen·ne·s					
Femmes	3	0.14	3.24	0.07	-0.24 ^b	0.15	-1.61 ^b	.376 ^c
Hommes	3.35	0.08	3.78	0.09	-0.42 ^b	0.12	-3.62 ^b	.002 ^c
Total	3.18	0.08	3.51	0.06	-0.33 ^b	0.1	-3.48 ^b	< .001 ^c

^a Femmes (groupe 1) - Hommes (groupe 2)

^b Apprenti·e·s (groupe 1) - Lycéen·ne·s (groupe 2)

^c *p* valeurs ajustées avec la méthode de Tukey

Les lycéen·ne·s (tous genres confondus) ont quant à elles et eux en moyenne 0.33 point de plus que les apprenti·e·s au score d'efficacité politique interne selon le modèle testé ($t(562) = -3.48, p < .001$). La différence d'efficacité politique interne selon le niveau d'éducation est également statistiquement significative chez les hommes ($t(562) = -3.62, p = .002$), mais pas chez les femmes ($t(562) = -1.61, p = .376$). Les hommes lycéens ont en moyenne 0.42 point de plus au score d'efficacité politique interne que les hommes apprentis.

H2 : Différence de genre dans l'efficacité politique collective

Ensuite, une nouvelle ANOVA 2 (genre) x 2 (éducation) a été réalisée pour tester la différence de genre dans le niveau d'efficacité politique collective, en contrôlant pour le niveau d'éducation (voir annexe 4 pour les vérifications d'hypothèses). Les résultats de l'ANOVA sont résumés dans le tableau 6.

Tableau 6

Moyennes, écarts-types, et résultats d'une analyse de variance à deux facteurs (genre et niveau d'éducation) dans l'efficacité politique collective

	<i>M</i>	<i>ET</i>	<i>M</i>	<i>ET</i>	<i>F</i> (1, 583)	<i>p</i>	ω^2
	Femmes		Hommes				
Genre ^a	4.58	0.95	4.11	1.21	27.53	< .001	.04
	Apprenti·e·s		Lycéen·ne·s				
Éducation ^b	4.07	1.23	4.5	1	8.62	.003	.01
Genre ^a * Éducation ^b	-	-	-	-	0.97	.325	.00

^a Femmes = groupe 1 ; Hommes = groupe 2

^b Apprenti·e·s = groupe 1 ; Lycéen·ne·s = groupe 2

L'analyse des effets simples montre que l'efficacité politique collective diffère de manière statistiquement significative selon le genre ($F(1, 583) = 27.53$, $p < .001$). L'efficacité politique collective des femmes ($M = 4.58$, $ET = 0.95$) est ainsi significativement plus élevée que celle des hommes ($M = 4.11$, $ET = 1.21$). H2 est confirmée. Le ω^2 est de .04, ce qui correspond à un petit effet. Le coefficient de corrélation entre le genre et l'efficacité politique collective est de $r = -.21$, et est statistiquement significatif ($p < .001$) (cf. tableau 1).

L'effet simple du niveau d'éducation sur l'efficacité politique collective est également significatif ($F(1, 583) = 8.62$, $p = .003$). Les lycéen·ne·s ($M = 4.5$, $ET = 1$) ont donc une efficacité politique collective significativement plus élevée que les apprenti·e·s ($M = 4.07$, $ET = 1.23$). Le ω^2 est de .01, ce qui correspond à un petit effet. Le coefficient de corrélation entre

le niveau d'éducation et l'efficacité politique collective est de .19, et est statistiquement significatif ($p < .001$) (cf. tableau 1).

L'effet d'interaction entre genre et niveau d'éducation n'est quant à lui pas statistiquement significatif ($F(1, 583) = 0.97, p = .325$). L'absence d'effet d'interaction signifie que l'effet du genre sur l'efficacité politique collective ne diffère pas selon le niveau d'éducation.

Il est important de noter que la condition d'égalité des variances n'est pas respectée (cf. annexe 4). Il est possible que le fait que les variances des groupes ne soient pas égales crée un biais dans les résultats, qui rendrait les p-valeurs plus basses, donc davantage significatives qu'elles devraient l'être en réalité. Les effets du genre et du niveau d'éducation restent néanmoins significatifs dans un modèle de régression linéaire (annexe 5) qui ne nécessite pas une égalité des variances. C'est pourquoi les résultats de l'ANOVA peuvent être considérés comme valables, malgré la possible surestimation de la différence entre les groupes.

Des tests de contrastes ont par la suite été réalisés pour comparer les moyennes marginales estimées entre les deux niveaux (hommes/femmes et apprenti·e·s/lycéen·ne·s) à l'intérieur de chacune des deux autres catégories (apprenti·e·s/lycéen·ne·s et hommes/femmes). Les moyennes marginales estimées pour chaque groupe, ainsi que les résultats des comparaisons, sont regroupés dans le tableau 7.

La comparaison des moyennes marginales estimées montre que les femmes (tous niveaux d'éducation confondus) ont en moyenne 0.34 point de plus que les hommes au score d'efficacité politique collective selon le modèle testé ($t(583) = 3.31, p = .001$). Cette différence de genre est également significative chez les lycéen·ne·s ($t(583) = 3.68, p = .002$) : les femmes lycéennes ont en moyenne 0.44 point de plus que les hommes lycéens au score d'efficacité politique collective. Le score d'efficacité politique collective ne diffère cependant

pas de manière statistiquement significative entre les femmes apprenties et les hommes apprentis ($t(583) = 1.43, p = .482$).

Tableau 7

Moyennes marginales estimées pour l'efficacité politique collective en fonction du genre et du niveau d'éducation et comparaison des moyennes marginales estimées des groupes

Éducation	<i>M</i>	<i>SE</i>	<i>M</i>	<i>SE</i>	<i>Estimate</i>	<i>SE</i>	<i>t</i> (583)	<i>p</i>
	Femmes		Hommes					
Apprenti·e·s	4.25	0.14	4.01	0.08	0.24 ^a	0.17	1.43 ^a	.482 ^c
Lycéen·ne·s	4.66	0.07	4.23	0.09	0.44 ^a	0.12	3.68 ^a	.002 ^c
Total	4.46	0.08	4.12	0.06	0.34 ^a	0.1	3.31 ^a	.001 ^c
Genre	<i>M</i>	<i>SE</i>	<i>M</i>	<i>SE</i>	<i>Estimate</i>	<i>SE</i>	<i>t</i> (583)	<i>p</i>
	Apprenti·e·s		Lycéen·ne·s					
Femmes	4.25	0.14	4.66	0.07	-0.41 ^b	0.16	-2.59 ^b	.049 ^c
Hommes	4.01	0.08	4.23	0.09	-0.21 ^b	0.13	-1.7 ^b	.323 ^c
Total	4.13	0.08	4.45	0.06	-0.31 ^b	0.1	-3.09 ^b	.002 ^c

^a Femmes (groupe 1) - Hommes (groupe 2)

^b Apprenti·e·s (groupe 1) - Lycéen·ne·s (groupe 2)

^c *p* valeurs ajustées avec la méthode de Tukey

Les lycéen·ne·s (tous genres confondus) ont quant à elles et eux en moyenne 0.31 point de plus que les apprenti·e·s au score d'efficacité politique collective ($t(583) = -3.09, p = .002$). La différence d'efficacité politique collective selon le niveau d'éducation est également statistiquement significative chez les femmes ($t(583) = -2.59, p = .049$), mais pas chez les hommes ($t(583) = -1.7, p = .323$). Les femmes lycéennes ont en moyenne 0.41 point de plus au score d'efficacité politique collective que les femmes apprenties.

Analyses supplémentaires

Sur la base des résultats précédents concernant les différences de genre, des analyses supplémentaires ont été réalisées afin de comparer la perception du niveau de compétence de

l'individu (efficacité politique interne) et du niveau de compétence du groupe (efficacité politique collective) chez les jeunes hommes et les jeunes femmes. Pour ce faire, une nouvelle base de données a été créée. Dans cette nouvelle base de données, l'efficacité politique collective et l'efficacité politique interne ont été rassemblées en une variable appelée « efficacité politique », à laquelle la variable factorielle « type », qui précisait s'il s'agissait d'un score d'efficacité politique collective ou interne, a été associée. Une ANOVA à mesures répétées (voir annexe 6 pour les vérifications d'hypothèses) a ensuite été effectuée pour tester l'effet intra-individuel du type d'efficacité politique (collective ou interne) et les effets inter-individuels du genre et de l'éducation sur le score d'efficacité politique, ainsi que d'éventuelles interactions, plus particulièrement entre le genre et le type d'efficacité politique. Les résultats sont reportés dans le tableau 8.

Concernant les effets inter-individuels, l'effet simple du niveau d'éducation est statistiquement significatif ($F(1, 547) = 16.82, p < .001$). Ainsi, le score d'efficacité politique (collective et interne confondues) est différent pour les apprenti·e·s ($M = 3.69, ET = 1.2$) et les lycéen·ne·s ($M = 3.98, ET = 1.14$). Le ω^2 est de .03, ce qui correspond à un petit effet. L'effet simple du niveau d'éducation reste significatif en regroupant les mesures d'efficacité politiques collective et interne, car, comme le montrent les résultats des ANOVAs précédentes, ces variables sont toutes deux plus élevées chez les lycéen·ne·s que chez les apprenti·e·s.

L'effet simple du genre n'est quant à lui pas significatif ($F(1, 547) = 0.71, p = .4$). Les moyennes des scores d'efficacité politique (collective et interne confondues) sont similaires pour les femmes ($M = 3.9, ET = 1.18$) et les hommes ($M = 3.84, ET = 1.16$). Ce résultat n'est pas étonnant compte tenu des effets opposés du genre sur l'efficacité politique interne et l'efficacité politique collective montrés dans les sections précédentes.

Tableau 8

Moyennes, écarts-types, et résultats d'une analyse de variance à mesures répétées testant les différences dans le score d'efficacité politique selon le type d'efficacité politique (collective ou interne) (facteur intra-individuel), le genre et l'éducation (facteurs inter-individuels)

Effets inter-individuels	<i>M</i>	<i>ET</i>	<i>M</i>	<i>ET</i>	<i>F</i> (1, 547)	<i>p</i>	ω^2
	Femmes		Hommes				
Genre ^a	3.9	1.18	3.84	1.16	0.71	.4	.00
	Apprenti·e·s		Lycéen·ne·s				
Éducation ^b	3.69	1.2	3.98	1.14	16.82	< .001	.03
Genre ^a * Éducation ^b	-	-	-	-	0.04	.866	.00
Effets intra-individuels	<i>M</i>	<i>ET</i>	<i>M</i>	<i>ET</i>	<i>F</i> (1, 547)	<i>p</i>	ω^2
	Collective		Interne				
Type ^c	4.37	1.1	3.38	1.02	349.86	< .001	.19
Genre ^a * Type ^c	-	-	-	-	59.7	< .001	.04
Éducation ^b * Type ^c	-	-	-	-	1.1	.295	0
Genre ^a * Éducation ^b * Type ^c	-	-	-	-	1.56	.212	0

^a Femmes = groupe 1 ; Hommes = groupe 2

^b Apprenti·e·s = groupe 1 ; Lycéen·ne·s = groupe 2

^c Efficacité politique collective = groupe 1 ; Efficacité politique interne = groupe 2

L'effet d'interaction entre le genre et le niveau d'éducation n'est pas significatif non plus ($F(1, 547) = 0.04$, $p = .866$). L'effet du genre sur l'efficacité politique (collective et interne confondues) ne diffère pas selon le niveau d'éducation (et vice versa).

Concernant les effets intra-individuels, l'effet principal du type d'efficacité politique (collective ou interne) est statistiquement significatif ($F(1, 547) = 349.86$, $p < .001$). Le ω^2 est de .19, ce qui correspond à un large effet. Le score d'efficacité politique collective des répondant·e·s est ainsi significativement plus élevé ($M = 4.37$, $ET = 1.1$) que leur score d'efficacité politique interne ($M = 3.38$, $ET = 1.02$).

L'effet d'interaction entre le genre et le type d'efficacité politique est également significatif ($F(1, 547) = 59.7$, $p < .001$), ce qui signifie que la différence entre efficacité

politique collective et efficacité politique interne n'est pas la même pour les hommes et les femmes. Le ω^2 est de .04, ce qui correspond à un petit effet.

Les interactions entre le niveau d'éducation et le type d'efficacité politique ($F(1, 547) = 1.1, p = .295$), ainsi qu'entre le genre, le niveau d'éducation et le type d'efficacité politique ($F(1, 547) = 1.56, p = .212$) ne sont quant à elles pas significatives.

Tableau 9

Moyennes marginales estimées pour l'efficacité politique en fonction du type d'efficacité politique (collective ou interne) et du genre pour l'échantillon total, les apprenti·e·s et les lycéen·ne·s, et comparaison des moyennes marginales estimées selon le type

Total (apprenti·e·s et lycéen·ne·s)								
Genre	Eff. pol. collective		Eff. pol. interne		Estimate	SE	t(547)	p
	M	SE	M	SE				
Femmes	4.54	0.07	3.15	0.07	1.39 ^a	0.1	14.49 ^a	< .001 ^b
Hommes	4.19	0.06	3.61	0.06	0.58 ^a	0.07	7.84 ^a	< .001 ^b
Total	4.36	0.05	3.38	0.05	0.99 ^a	0.06	16.26 ^a	< .001 ^b
Apprenti·e·s								
Genre	Eff. pol. collective		Eff. pol. interne		Estimate	SE	t(547)	p
	M	SE	M	SE				
Femmes	4.37	0.13	3.02	1.3	1.36 ^a	0.17	7.88 ^a	< .001 ^b
Hommes	4.08	0.09	3.38	0.09	0.7 ^a	0.1	7.05 ^a	< .001 ^b
Total	4.23	0.07	3.2	0.07	1.03 ^a	0.1	10.35 ^a	< .001 ^b
Lycéen·ne·s								
Genre	Eff. pol. collective		Eff. pol. interne		Estimate	SE	t(547)	p
	M	SE	M	SE				
Femmes	4.71	0.08	3.29	0.08	1.42 ^a	0.08	16.82 ^a	< .001 ^b
Hommes	4.29	0.09	3.83	0.09	0.46 ^a	0.11	4.2 ^a	< .001 ^b
Total	4.5	0.06	3.56	0.06	0.94 ^a	0.07	13.58 ^a	< .001 ^b

^a Efficacité politique collective (groupe 1) – Efficacité politique interne (groupe 2)

^b p valeurs ajustées avec la méthode de Tukey

Afin de mieux comprendre l'effet d'interaction entre le genre et le type d'efficacité politique, des tests de contrastes ont ensuite été réalisés pour comparer les moyennes marginales estimées entre les deux types d'efficacité politique (collective ou interne), pour chaque genre. Ces tests ont été réalisés dans l'échantillon total, chez les apprenti·e·s, puis chez les lycéen·ne·s. Les moyennes marginales estimées pour chaque groupe, ainsi que les résultats des comparaisons, sont regroupés dans le tableau 9.

L'observation de la différence des moyennes marginales estimées montre que, bien que le score d'efficacité politique collective soit en moyenne plus élevé que celui d'efficacité politique interne chez l'échantillon entier ($t(547) = 16.26$, $p < .001$), chez les hommes ($t(547) = 7.84$, $p < .001$) et chez les femmes ($t(547) = 14.49$, $p < .001$), la différence entre les deux scores est en moyenne plus élevée chez les femmes que chez les hommes : en effet, selon le modèle testé, les femmes ont en moyenne 1.39 point de plus au score d'efficacité politique collective qu'à celui d'efficacité politique interne, tandis que les hommes n'ont en moyenne que 0.58 point de plus.

Les résultats sont similaires au sein des apprenti·e·s et des lycéen·ne·s. Les scores d'efficacité politique collective des apprenti·e·s ($t(547) = 10.35$, $p < .001$) et des lycéen·ne·s ($t(547) = 13.58$, $p < .001$) sont plus élevés que leurs scores d'efficacité politique interne. De plus, selon le modèle testé, les femmes apprenties ont en moyenne 1.36 point de plus au score d'efficacité politique collective qu'à celui d'efficacité politique interne ($t(547) = 7.88$, $p < .001$), contre 0.7 point chez les hommes apprentis ($t(547) = 7.05$, $p < .001$). Les femmes lycéennes ont quant à elles 1.42 point de plus au score d'efficacité politique collective qu'à celui d'efficacité politique interne ($t(547) = 16.82$, $p < .001$), et les hommes lycéens 0.46 point de plus ($t(547) = 4.2$, $p < .001$).

H3 : Lien entre efficacité politique collective et efficacité politique interne

Tout d'abord, nous observons que l'efficacité politique interne est corrélée positivement ($r = .24$, $p < .001$) avec l'efficacité politique collective pour l'échantillon total (cf. tableau 1). La corrélation entre l'efficacité politique interne et l'efficacité politique collective est de $r = .26$ ($p < .001$) pour les femmes (cf. tableau 2) et de $.31$ ($p < .001$) pour les hommes (cf. tableau 3).

Tableau 10

Résultats des deux modèles de régressions multiples pour les prédicteurs de l'efficacité politique interne

Prédicteurs	Modèle 1				
	Estimate	SE	95% CI		p
			LL	UL	
Intercept	2.4	0.17	2.06	2.75	< .001
Genre ^a	0.49 ^a	0.09	0.31	0.66	< .001
Niveau d'éducation ^b	0.38 ^b	0.09	0.2	0.56	< .001
Efficacité politique collective	-	-	-	-	-
Prédicteurs	Modèle 2				
	Estimate	SE	95% CI		p
			LL	UL	
Intercept	1.18	0.25	0.69	1.67	< .001
Genre ^a	0.58 ^a	0.09	0.41	0.76	< .001
Niveau d'éducation ^b	0.31 ^b	0.09	0.14	0.49	< .001
Efficacité politique collective	0.26	0.04	0.18	0.33	< .001

^a Femmes = groupe 1 ; Hommes = groupe 2

^b Apprenti·e·s = groupe 1 ; Lycéen·ne·s = groupe 2

Pour tester le lien entre efficacités politiques collective et interne, des régressions linéaires ont été réalisées, en contrôlant pour le genre et le niveau d'éducation. Un premier modèle de régression multiple (modèle 1), comprenant uniquement les variables contrôles, mais pas l'efficacité politique collective (VI), a ainsi été comparé à l'aide d'une ANOVA à un deuxième modèle (modèle 2), comprenant les variables contrôles et l'efficacité politique collective (VI). Les résultats des deux modèles sont résumés dans le tableau 10 (voir annexes

7 et 8 pour les vérifications d'hypothèses des deux modèles). La décision a été prise de ne pas inclure les interactions entre les variables dans les modèles, car aucune interaction n'était significative et n'améliorait l'ajustement du modèle aux données (basé sur des ANOVAs comparant les modèles avec interactions au modèle sans interaction) (voir annexe 9 pour les analyses statistiques).

Modèle 1. Concernant les différents prédicteurs du modèle 1 (avec uniquement les variables contrôles), le genre ($b = 0.49, p < .001$) et le niveau d'éducation ($b = 0.38, p < .001$) prédisent tous deux l'efficacité politique interne de manière statistiquement significative. Ce modèle explique 5.41% de la variance de l'efficacité politique interne (R^2 ajusté = 0.0541).

Modèle 2. Le modèle 2 ajoute l'efficacité politique collective comme prédicteur. Dans ce modèle, le genre ($b = 0.58, p < .001$), le niveau d'éducation ($b = 0.31, p = .15$) et l'efficacité politique collective ($b = 0.26, p < .001$), la variable indépendante, prédisent tous l'efficacité politique interne de manière statistiquement significative. Une comparaison des coefficients standardisés montre que le genre ($\beta = 0.29$) est un prédicteur plus important que l'efficacité politique collective ($\beta = 0.28$), qui est elle-même un prédicteur plus important que le niveau d'éducation ($\beta = 0.15$) dans ce modèle. Ce modèle explique 12.43% de la variance de l'efficacité politique interne (R^2 ajusté = 0.1243).

Comparaison de modèles. Les modèles 1 et 2 diffèrent de manière significative ($F(1, 547) = 44.95, p < .001$) : l'ajout de l'efficacité politique collective comme prédicteur de l'efficacité politique interne améliore ainsi l'ajustement du modèle aux données, comparativement au modèle 1. Ceci permet d'affirmer que l'efficacité politique collective est associée positivement à l'efficacité politique interne. H3 est ainsi confirmée. Plus l'efficacité politique collective est élevée, plus l'efficacité politique interne l'est aussi. Une augmentation de 1 au score d'efficacité politique collective est associée à une augmentation de 0.26 sur le score d'efficacité politique interne.

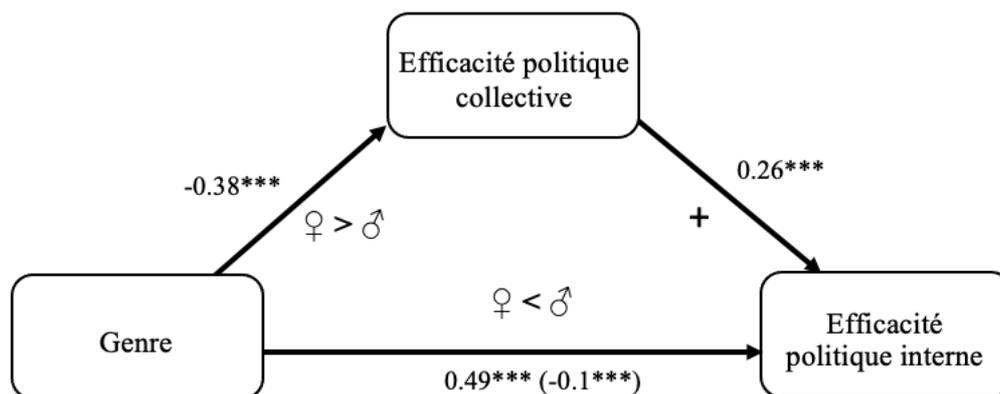
Une comparaison des R^2 ajustés des modèles nous apprend qu'inclure l'efficacité politique collective dans le modèle permet d'expliquer 7.02% ($R^2_{\text{ajusté modèle 2}} - R^2_{\text{ajusté modèle 1}} = 0.1243 - 0.0541 = 0.0702$) de la variance de l'efficacité politique interne en plus.

H4 : Modèle de médiation

Sur la base des effets simples identifiés, des tests supplémentaires ont été réalisés dans un second temps, afin de tester si l'efficacité politique collective est un médiateur de la relation entre genre et efficacité politique interne. Pour ce faire, un modèle de médiation a été testé, à l'aide de la fonction `mediate` du package `mediation` (Tingley & al., 2014) sur R, en contrôlant pour le niveau d'éducation. La figure 2 illustre le modèle où l'efficacité politique collective médie la relation entre genre et efficacité politique interne, ainsi que les coefficients de régression associés.

Figure 2

Coefficients de régression pour la relation entre genre et efficacité politique interne, médiée par l'efficacité politique collective



*** $p < .001$.

Les résultats indiquent que la médiation est significative pour les deux items : le genre a un effet indirect sur l'efficacité politique interne, à travers l'efficacité politique collective ($b = -0.1$, $p < .001$). Le genre prédit ainsi en partie le niveau d'efficacité politique collective ($b =$

-0.38 , $p < .001$), qui prédit lui-même en partie l'efficacité politique interne ($b = 0.26$, $p < .001$). H4 est confirmée.

La médiation est toutefois partielle : en effet, l'effet direct du genre sur l'efficacité politique interne reste significatif en présence du médiateur ($b = 0.58$, $p < .001$, $IC [0.38 ; 0.76]$). Cela signifie que l'efficacité politique collective ne suffit pas à expliquer la variation de l'efficacité politique interne en fonction du genre. L'efficacité politique collective est ainsi un médiateur partiel du lien entre genre et efficacité politique interne.

Discussion

Différences de genre dans les efficacités politiques interne et collective

Les résultats présentés suggèrent tout d'abord que les jeunes femmes ont une efficacité politique interne plus faible que les jeunes hommes, en accord avec H1. Ce résultat est congruent avec la littérature sur le sujet (Wen & al., 2013 ; Pfanzelt & Spies, 2019 ; Grasso & Smith, 2022 ; Arens & Watermann, 2017). Ainsi, le *gender gap* dans l'efficacité politique interne est encore présent chez les jeunes, malgré la réduction des inégalités de genre en politique (Marshall & al., 2007). Les jeunes hommes ont davantage l'impression d'être capables de comprendre et de participer en politique, et des progrès doivent encore être faits pour atteindre l'égalité de genre dans ce domaine.

Ensuite, l'efficacité politique collective des jeunes femmes est plus élevée que celle des jeunes hommes, comme le prédisait H2. Les jeunes femmes ont ainsi davantage le sentiment d'être capables d'agir et d'avoir un impact politique en tant que groupe, comparativement aux hommes. Elles retireraient donc particulièrement de bénéfices du « pouvoir du nombre » (Fernández-Ballesteros & al., 2002) dans leur engagement politique.

La direction de cette différence de genre pourrait permettre d'expliquer l'essor des mouvements politiques organisés par et pour des groupes de femmes, comme les mouvements

féministes, puisque l'efficacité collective est un prédicteur important de la mobilisation collective (van Zomeren & al., 2004 ; van Zomeren & al., 2008 ; Cicognani & Zani, 2015).

Les analyses supplémentaires réalisées sur la base de ces résultats indiquent que les jeunes de l'échantillon se sentent plus compétent·e·s dans le domaine politique au niveau collectif qu'individuel, ce qui est en accord avec la littérature (Fernández-Ballesteros & al., 2002). C'est cependant davantage le cas pour les femmes, puisque la différence entre efficacités politiques collective et interne est plus élevée chez elles, et que l'interaction entre le genre et le type d'efficacité politique est significative dans l'ANOVA à mesures répétées. Ces résultats suggèrent que les jeunes femmes retireraient davantage de bénéfice du groupe que les jeunes hommes concernant leur sentiment d'être capables de jouer un rôle actif en politique.

Lien entre efficacité politique collective et efficacité politique interne

En outre, les analyses de régressions multiples indiquent que l'efficacité politique collective est un prédicteur de l'efficacité politique interne : plus l'efficacité politique collective augmente, plus l'efficacité politique interne est élevée. L'association positive entre efficacité en tant qu'individu et en tant que groupe (Fritsche & al., 2013 ; Guidetti & al., 2018 ; Goddard & Goddard, 2001 ; Fernández-Ballesteros & al., 2002) s'applique donc également au domaine politique. Ces résultats sont en accord avec la proposition selon laquelle la perception d'une forte efficacité politique collective pourrait augmenter l'efficacité politique interne d'une personne (Jugert & al., 2016 ; Barret & Pachi, 2019). Les résultats de cette étude ne permettent cependant que d'affirmer une association positive entre efficacités politiques collective et interne chez les jeunes, mais rien concernant une éventuelle causalité. De futures recherches sont nécessaires pour confirmer plus spécifiquement le sens de cette relation, par exemple à l'aide d'un dispositif expérimental.

Le modèle testé ne permet toutefois d'expliquer que 12.43% de la variance de l'efficacité politique interne. Les variables incluses dans le modèle (le genre, le niveau d'éducation et l'efficacité politique collective) ne suffisent donc pas pour expliquer la variance de l'efficacité politique interne. Il est très probable que d'autres variables, par exemple l'intérêt politique ou les discussions à propos de politique, puissent également être des prédicteurs de l'efficacité politique interne, et qu'elles expliquent davantage de sa variance. Ces deux variables n'ont cependant pas été incluses dans le modèle, car elles sont trop proches de l'efficacité politique interne, la variable dépendante.

Il est intéressant de noter que le genre semble être un prédicteur de l'efficacité politique interne légèrement plus important que l'efficacité politique collective, ce qui souligne à nouveau la persistance du *gender gap* dans ce domaine.

Enfin, l'analyse de médiation révèle que le genre a un effet indirect sur l'efficacité politique interne à travers l'efficacité politique collective. Ce résultat suggère que, sans l'efficacité politique collective élevée des femmes, le *gender gap* dans l'efficacité politique interne serait encore plus grand qu'à l'heure actuelle. Bien que les jeunes femmes aient une efficacité politique interne plus faible que les jeunes hommes, leur plus haut niveau d'efficacité politique collective permet de diminuer légèrement la différence de genre dans ce domaine. Promouvoir l'efficacité politique collective des jeunes femmes pourrait ainsi constituer un moyen de réduire davantage le *gender gap* dans l'efficacité politique interne, et de favoriser l'engagement politique des jeunes femmes ; la perception de l'agentivité de son groupe affectant autant l'efficacité politique collective que l'auto-efficacité (Jugert & al., 2016). L'effet indirect est toutefois relativement faible.

Ces résultats quantitatifs montrent l'importance de s'intéresser à l'efficacité politique collective des jeunes femmes, et de la promouvoir. Ils soulèvent néanmoins certaines questions. En particulier, pourquoi les jeunes femmes se sentent-elles peu compétentes en

politique au niveau individuel (efficacité politique interne), mais beaucoup plus compétentes en tant que groupe (efficacité politique collective) ? Une seconde étude, qualitative, cherchera à répondre à cette question, afin d'obtenir une meilleure compréhension des efficacités politiques interne et collective des jeunes femmes en Suisse romande.

Effets du niveau d'éducation

En parallèle, les tests réalisés montrent que les efficacités politiques interne et collective diffèrent toutes deux selon le niveau d'éducation : les lycéen·ne·s ont des scores en moyenne plus élevés que les apprenti·e·s pour ces deux variables. La différence dans l'efficacité politique interne selon le niveau d'éducation est en accord avec la littérature. En effet, les jeunes qui ont un statut socio-économique élevé ont généralement une efficacité politique interne plus élevée que ceux qui ont un faible statut socio-économique, car ils sont plus susceptibles d'avoir les ressources et les opportunités nécessaires qui leur permettent de développer des compétences et des attitudes liées à la participation politique (Barrett & Pachi, 2019).

Les effets du genre sur les efficacités politiques interne et collective ne diffèrent toutefois pas selon le niveau d'éducation, les interactions n'étant pas statistiquement significatives.

Il est toutefois intrigant de noter que les tests de contrastes nous apprennent que le score d'efficacité politique interne des apprenti·e·s ne diffère pas significativement selon le genre, et que celui des femmes ne diffère pas significativement selon le niveau d'éducation dans le modèle testé. Il en va de même pour le score d'efficacité politique collective qui ne diffère pas significativement selon le genre chez les apprenti·e·s, et qui ne diffère pas significativement selon le niveau d'éducation chez les hommes dans le modèle testé. Ces résultats pourraient suggérer que les effets du genre et du niveau d'éducation apparaissent

surtout chez les groupes pour qui ces variables sont plus élevées (hommes et lycéen·ne·s pour l'efficacité politique interne ; femmes et lycéen·ne·s pour l'efficacité politique collective), et que le fait d'appartenir à un groupe pour qui cette variable est en moyenne plus faible pourrait être particulièrement délétère (femmes et apprenti·e·s pour l'efficacité politique interne ; hommes et apprenti·e·s pour l'efficacité politique collective). Il faut cependant rester prudent·e quant à cette interprétation, qui est plus une piste de réflexion qu'une conclusion, étant donné qu'aucun effet d'interaction entre genre et niveau d'éducation n'est significatif dans cette étude. De futures recherches pourraient toutefois permettre de mieux comprendre les imbrications entre genre et niveau d'éducation quant à l'efficacité politique.

Étude 2

La seconde étude de ce travail, qualitative, a été conçue et réalisée sur la base des résultats quantitatifs de la première étude. Le fait que les jeunes femmes aient une efficacité politique interne plus faible que les jeunes hommes, mais une efficacité politique collective plus élevée qu'eux, ainsi que le fait qu'elles retirent davantage de bénéfices que les jeunes hommes dans leur efficacité politique du fait d'être à plusieurs, peuvent paraître surprenants au premier abord. Cette seconde étude a ainsi pour but de comprendre pourquoi les jeunes femmes se sentent peu compétentes en politique au niveau individuel, mais beaucoup plus au niveau collectif. Pour ce faire, deux focus groups ont été réalisés avec des jeunes femmes entre 18 et 30 ans. Leur objectif était d'explorer certaines raisons qui pourraient mener à l'écart entre efficacités politiques interne et collective chez les jeunes femmes. Notamment si elles se sentent plus efficaces en tant que groupe qu'individus et pourquoi, ainsi que quelle est leur perception de différences de genre en politique.

Méthode

Récolte de données et procédure

Deux focus groups ont été réalisés entre le mois d'octobre et le début du mois de novembre 2023. Un focus group est « une technique de recherche qualitative qui recueille des données par le biais d'une interaction de groupe sur un sujet déterminé par le·la chercheur·euse » (Morgan, 1997, cité dans Kristiansen et Grønkjær, 2018, p.2, traduction libre). L'utilisation de focus groups comme méthode de récolte de données pour s'intéresser à l'efficacité politique des jeunes femmes a été choisie pour trois raisons. Premièrement, des focus groups permettent de s'intéresser à leurs expériences communes en tant que jeunes femmes (membres d'un groupe social), en activant leur identité sociale de femme. Un focus

group permet également d'explorer des normes sociales telles qu'elles sont construites par les interactions au sein du groupe (Kristiansen et GrønkJær, 2018). Enfin, le contexte de groupe favorise l'accès à l'efficacité politique collective.

Afin de ne pas influencer les participantes dans leurs réponses, le thème du focus group était présenté comme « le rapport des jeunes femmes à la politique », et son objectif comme « comprendre certains freins et facilitateurs à la participation politique des jeunes femmes en Suisse romande ». Toutes les participantes ont signé un formulaire d'information et de consentement (annexe 15) avant le début du focus group. Elles ont également rempli un court questionnaire de sept questions (annexe 14) directement après le focus group, sur leur âge, leur formation ou leur activité professionnelle, leur intérêt politique, leur droit de vote ou non en Suisse et la fréquence à laquelle elles votaient.

En s'inspirant des recommandations de Colucci (2008), une activité a été réalisée au début du focus group, comme « échauffement » pour détendre l'atmosphère et lancer la discussion : il a été demandé aux participantes de lister des manières de participer en politique (« *free listings* »), puis de les classer ensemble de la plus efficace à la moins efficace (« *ranking* ») afin de stimuler la discussion. Ce type d'activité est très utile avec les jeunes, pour éviter qu'ils ne s'ennuient et ne perdent leur attention (Colucci, 2008). Après cette activité, la suite des focus groups consistait en une discussion entre les participantes, avec une animatrice (l'auteurice de ce travail) qui leur posait des questions et demandait parfois des précisions. Le canevas du focus group (annexes 10 à 13) a été suivi de manière flexible, en abordant toutes les thématiques qui y figuraient, mais en l'adaptant en partie à ce que les participantes disaient et aux sujets qu'elles amenaient. Les thématiques abordées étaient : l'efficacité des types de participation individuelle et collective (en général), la perception de la capacité des jeunes femmes à comprendre et participer en politique individuellement, puis en tant que groupe, les différences et stéréotypes de genre en politique, et la mobilisation collective des femmes.

Participant

Onze jeunes femmes au total ont été recrutées : six pour le premier focus group et cinq pour le second. Elles ont été recrutées par bouche à oreille. Étant donné que les focus groups portaient sur le sentiment d'efficacité politique des jeunes femmes, les critères d'inclusion étaient d'être une femme (i.e., toute personne s'identifiant en tant que femme), d'avoir entre 18 et 30 ans et de parler le français couramment. Le choix a été fait de ne pas créer de groupes séparés pour les femmes engagées en politique et celles qui ne le sont pas, afin de recueillir des points de vue divergents et de favoriser la discussion entre les participantes.

Les participantes avaient entre 22 et 29 ans ($M = 25.36$, $ET = 2.34$). Dix participantes sur les onze étaient étudiantes : deux étudiantes en Bachelor, trois en Master, trois doctorantes, et une apprentie. La dernière travaillait après avoir terminé un apprentissage. Parmi les onze participantes, une disait être quelque peu intéressée par la politique, quatre être plutôt intéressées, trois être très intéressées et trois extrêmement intéressées. Toutes avaient le droit de vote en Suisse, et disaient voter souvent ou toujours.

Ainsi, elles ont un profil similaire, et sont loin d'être représentatives de l'ensemble des jeunes femmes de Suisse romande, car elles ont presque toutes un haut niveau d'éducation, sont globalement intéressées par la politique et actives dans ce domaine. Ceci est probablement en partie dû au sujet de cette recherche. Les personnes qui ne s'intéressent pas du tout à la politique n'ont en effet pas forcément envie de participer à une discussion sur le sujet, ce qui a compliqué le recrutement. La sélection des participantes implique donc un biais et les résultats ne sont pas généralisables à l'ensemble de la population des jeunes suisses romandes. Les participantes ne correspondent pas non plus tout à fait aux femmes de l'échantillon de la partie quantitative : elles sont plus éduquées et plus âgées (les participantes de la partie quantitative étaient lycéennes ou apprenties). Les résultats de ces focus groups permettent néanmoins de brosser un portrait du ressenti de jeunes femmes dans la vingtaine et

en études supérieures quant à leurs efficacités politiques interne et collective. Le fait qu'elles soient plus âgées que les répondantes au questionnaire de la première étude peut également constituer un avantage, car elles ont le droit de vote.

Analyse des données

Une fois les focus groups retranscrits, une analyse thématique, telle que décrite par Braun et Clarke (2006), a été réalisée sur le contenu des focus groups. Cette méthode a l'avantage d'être un outil de recherche flexible et utile, et de ne pas nécessairement dépendre d'un cadre théorique d'analyse pré-existant. Les six étapes de l'analyse thématique consistent en : 1. la familiarisation avec les données, 2. la génération de codes initiaux, 3. la recherche de thèmes à travers les codes, 4. la révision et le raffinement des thèmes, 5. la définition et le choix d'un nom pour les thèmes, et 6. la production d'un rapport (Braun et Clarke, 2006).

Résultats

Quatre thèmes ont été identifiés lors de l'analyse thématique : 1. la légitimité des femmes en politique, 2. l'apport du groupe pour le sentiment d'efficacité politique des jeunes femmes, 3. un désengagement politique lié à un sentiment d'inutilité de la participation politique, et 4. l'importance du milieu social dans le rapport à la politique des jeunes femmes. Ces thèmes, ainsi que les sous-thèmes qui les composent, sont résumés dans le tableau 11.

Thème 1 – La légitimité des femmes en politique

La notion de légitimité en tant que femme dans le domaine politique revient très fréquemment dans les discours des participantes. Elles ont l'impression que la place des femmes en politique est précaire, à cause d'une absence de représentation ou d'une représentation négative des femmes, et parce qu'elles ne se sentent pas toujours légitimes à partager leurs opinions ou à participer en politique, surtout face à des hommes, par peur d'être

décrédibilisées. Ce thème est composé de deux sous-thèmes : 1. l'association entre politique et masculinité, et 2. la perception d'une faible crédibilité des femmes en politique.

Tableau 11

Thèmes identifiés lors de l'analyse thématique

Thème	Sous-thème
1. La légitimité des femmes en politique	1.1. La politique, un domaine masculin
	1.1.1 Politique et masculinité
	1.1.2 Politique et féminité
	1.2. Des femmes peu crédibles
	1.2.1. L'influence des normes et stéréotypes de genre intériorisés sur le sentiment de légitimité
	1.2.2. La crédibilité des femmes en politique
2. L'apport du groupe pour l'efficacité politique des jeunes femmes	2.1. Le groupe comme source de soutien
	2.2. La visibilité apportée par le nombre
	2.2.1. Un pouvoir d'information
	2.3. Minorités et mobilisation collective
3. Un désengagement politique lié à un sentiment d'inutilité de la participation politique	3.1. Politique institutionnelle vs. non institutionnelle
	3.1.1. « Le moment où vraiment j'ai arrêté de croire à la politique »
	3.1.2. « Moi je veux faire de la vraie politique »
	3.2. Émotions négatives et désengagement politique des jeunes femmes
4. L'importance du milieu social dans le rapport à la politique	

Sous-thème 1 – La politique, un domaine masculin.

Politique et masculinité. Les participantes perçoivent que la politique s'adresse avant tout aux hommes, plutôt qu'aux femmes. Elles ont l'impression que ceux-ci parlent davantage de politique que les femmes, ou alors qu'ils lancent plus fréquemment le sujet :

Mais moi j'ai l'impression aussi que, après je sais pas, mais quand on parle de politique avec mes potes, c'est souvent mes potes gars qui vont un peu commencer le sujet, qui vont un peu mansplainer en essayant un peu d'apporter les infos et où il y a quand même un truc où tu te sens bah, comme tu avais dit, moins légitime. (P5, FG2)

Bien que les participantes s'accordent pour dire que la dichotomie hommes/femmes en politique concerne davantage la génération de leurs parents, et que les normes changent, elles conservent une représentation de la politique comme un domaine majoritairement masculin :

Probablement que c'est quand même assez égalitaire, mais si j'imagine des gens arriver le matin après une élection et dire un truc sur ce qu'il s'est passé et comment, bah en tout cas dans ma tête je vais plus m'imaginer un homme. [...] En fait de notre génération, je vois autant de femmes que d'hommes le faire, mais si j'imagine la génération de mes parents, je vois moins ma mère le faire. (P1, FG1)

En effet, les jeunes femmes qui ont pris part aux focus groups associent la politique à des caractéristiques très largement masculines, comme le conflit et le pouvoir. La notion de pouvoir est centrale dans les focus groups réalisés pour cette recherche, et est directement associée aux hommes et à la politique par les participantes. Par exemple, P2 (FG2) souligne que « *les hommes, ils sont toujours davantage dans des positions de pouvoir, donc c'est pas étonnant* » que plus d'hommes soient élus en Suisse que de femmes. P4 (FG2) explique que « *si on est très très intéressé par la politique, peut-être qu'on est très très intéressé par le pouvoir aussi* ». La politique est ainsi une question de pouvoir, lui-même un attribut masculin. Il en découle alors que la politique est un domaine masculin.

Une participante avance également l'idée que les hommes subiraient une certaine pression sociale à s'intéresser à la politique : qu'« *ils se sentent obligés* » de s'exprimer et qu'« *en tant que mec tu es censé avoir un avis* » (P1, FG1). Une pression que les femmes ne subiraient pas. Elle présente ensuite la politique comme un attribut de la masculinité, presque

nécessaire pour ne pas passer pour un « *mauvais homme* » : « *enfin, ça fait partie des caractères qu'on attend d'un mec justement* » (P1, FG1).

Politique et féminité. Au contraire, une femme active en politique ne pourrait selon ces représentations pas rester féminine, car « *quelque part, une meuf qui a le pouvoir, elle perd sa féminité* » (P4, FG2). La politique ne correspondrait donc pas aux caractéristiques socialement attendues d'une femme, ce qui expliquerait selon P1 (FG2) pourquoi elle ne s'y intéressait pas avant d'être à l'université :

Je pense que c'est tellement inconscient. Je sais pas comment dire. C'est pas un truc où activement je me suis dit « Ah c'est pas fait pour moi ». C'est juste, ça fait pas partie de tes intérêts de base et puis tu te rediriges plus vers des trucs qui correspondent à ce que devrait être une femme.

De plus, le fait de montrer des caractéristiques associées à la politique, mais aussi à la masculinité, par exemple agressivité, assertivité, ou parler fort serait mal vu pour une femme :

C'est vraiment dans ton attitude. Si tu es trop envahissante. [...] En tant que femme, on te le reproche, on te le fait entendre, tu vois. [...] Je dis pas que ça arrive jamais aux hommes, mais en tout cas moi je l'ai moins constaté. (P1, FG2)

Il est également difficile pour les participantes de s'identifier aux personnes actives et visibles en politique. Comme le souligne P3 (FG2), « *si [une femme] est pas représentée, c'est difficile à elle de s'identifier dans ce milieu* ». Les jeunes femmes qui ont participé aux discussions ne se sentent pas adéquatement représentées par les personnes actives en politique pour deux raisons : l'absence et la faiblesse de modèles politiques féminins.

D'une part, les femmes sont sous-représentées en politique. Certaines participantes notent qu'une femme élue en politique, « *c'est une exception en fait* » (P1, FG2) et que « *c'est toujours pas un truc normal.* » (P3, FG2). Selon P2 (FG2), « *peut-être que [les femmes] se sentent juste moins légitimes. [...] Parce que l'intérêt, en soi, tu peux l'avoir, mais juste tu*

sens peut-être que c'est moins ta place parce qu'il y a moins de femmes, tu es moins représentée ».

D'autre part, les rares modèles proposés par des femmes actives et médiatisées en politique ne satisfont pas les participantes, car ces femmes ne partagent pas leurs idéologies, ou ont davantage de caractéristiques masculines que féminines, ce qui est perçu comme une nécessité pour qu'une femme occupe une position de pouvoir. Par exemple, P5 (FG2) explique qu'« *[elle a] l'impression que Marine Le Pen quand même est assez agressive, enfin la manière dont elle parle, et qu'elle a des attributs plus masculins. Ce qui fait qu'on l'écoute plus aussi* ». P4 (FG2) souligne également que :

Les femmes au pouvoir, elles sont tout le temps pas ouf. C'est comme s'il fallait être de droite et avoir un kiff pour le pouvoir pour pouvoir se retrouver à la hauteur d'un homme dans la compétitivité. Même d'un homme de gauche en fait.

L'inverse est néanmoins possible, mais n'est pas pour autant considéré comme plus souhaitable : les jeunes femmes qui ont pris part aux focus groups critiquent également l'utilisation de femmes, candidates ou élues, par des partis politiques (majoritairement de droite) comme alibi pour mettre en scène leur engagement (fictif) en faveur de l'égalité de genre. Une pratique désignée sous le nom de « womenwashing » par une participante :

Même si j'ai l'impression qu'on est dans une période « womenwashing », comme le greenwashing mais avec les femmes tu vois [rires], où on adore que des femmes se présentent aux élections pour dire « hé regardez, notre parti il est super mixte, on adore l'égalité etc. ». (P5, FG1)

Le fait d'être une femme devient dès lors la première caractéristique de certaines candidates, qui se retrouvent réduites à leur genre. Une participante cite l'exemple d'Hillary Clinton aux États-Unis qui, « *pour les personnes qui sont pas hyper politisées, c'était une*

femme et c'est tout » (P3, FG2). Le genre devient ainsi un argument de campagne, parfois même l'argument le plus important, qui efface les autres caractéristiques de la candidate.

Sous-thème 2 – Des femmes peu crédibles. Le second sous-thème porte sur la faible crédibilité des femmes dans le domaine politique. En effet, certaines normes et stéréotypes de genre, qui trouvent leur origine au-delà du domaine politique, impactent autant la manière dont les femmes se sentent légitimes à prendre la parole ou donner leur avis en public que la manière dont elles seront perçues.

L'influence de normes et stéréotypes de genre intériorisés sur le sentiment de légitimité. En premier lieu, certaines normes et stéréotypes de genre intériorisés – notamment une faible confiance en soi, l'injonction à ne pas prendre de place, la perception des femmes comme peu compétentes, ou celle que les hommes ont raison – contribueraient au faible sentiment d'efficacité politique interne des jeunes femmes :

C'est juste que bah en fait en général si on sait pas trop, on va pas essayer de s'avancer sur les sujets, alors qu'il y a plein de mecs qui s'en foutent. [...] Du coup je pense qu'il y a aussi plus l'éducation dans laquelle on a grandi et de comment on ose prendre la place ou pas. (P6, FG1)

Les jeunes femmes qui ont participé aux focus groups sont en effet assez conscientes que ces normes et stéréotypes de genre découlent de leur éducation genrée. P1 (FG1) évoque le rôle de l'éducation dans le rapport au conflit (considéré comme occupant une place importante dans la politique à travers le débat) :

Mais j'ai quand même l'impression que les mecs ont une éducation [...] un peu plus entraînée au conflit que les femmes. J'ai l'impression qu'on est plus entraînées à médier le conflit et à éviter le conflit, et du coup on a peut-être moins intégré que c'est OK en fait d'avoir des gens, enfin des gens qui vont pas être d'accord avec nous.

Une hésitation, ou en tout cas une certaine peur de dire des choses fausses, et une anticipation de la remise en question de leurs propos se retrouvent aussi dans les discours des participantes, à travers l'utilisation très fréquente de « *je sais pas* », de « *peut-être* », ou d'expressions similaires qui atténuent leur discours. Au contraire, les hommes et leurs opinions seraient d'après elles toujours perçus comme légitimes par la plupart des personnes. Ils peuvent se permettre de « *dire n'importe quoi* » (P3, FG1) ou d'« *ouvrir leur g**** un peu plus facilement* » (P5, FG2), parce qu'ils occupent une position supérieure dans la hiérarchie de genre : leur position de dominants leur apporte crédibilité et autorité, tandis que les femmes sont plus souvent remises en question, y compris par elles-mêmes ou d'autres femmes. De plus, les participantes ont intériorisé le fait que face à des hommes, elles auront tort : P6 (FG1) explique qu'« *[elle a] aussi intégré le fait qu'ILS ont raison. Et que du coup [face à une assemblée d'hommes, elle va] être là « Oui amen »* ».

La question de la crédibilité des femmes est alors centrale : les jeunes femmes qui ont participé aux focus groups anticipent que leurs opinions ainsi qu'elles-mêmes seront moins prises au sérieux – surtout par des hommes – à cause de leur genre. D'où leur sentiment d'être illégitimes à donner leur avis en politique. P3 (FG2) explique très bien ce sentiment, et le lie clairement au fait d'être une femme : « *surtout quand même vis-à-vis d'un homme, j'ai quand même cette sensation à chaque fois que je suis moins légitime, que je connais moins, etc. Et je l'associe toujours à mon genre* ».

Une certaine motivation pourrait cependant découler du fait de ne pas être prise au sérieux en tant que femme, qui donnerait envie de prouver sa compétence : « *limite ça donne envie de s'informer encore plus qu'eux pour leur montrer qu'en fait pfff bah non* » (P5, FG2).

La crédibilité des femmes en politique. La représentation des femmes politiques comme peu compétentes est un autre facteur contribuant au faible sentiment d'efficacité politique des jeunes femmes. D'après les participantes, les femmes politiques sont

systématiquement peu prises au sérieux et présentées de façon négative dans les médias et sur les réseaux sociaux : les femmes médiatisées « *dès qu'elles sont un peu mises en avant* » sont « *délegitimées* », « *lynchées* », « *critiquée parce que c'était une meuf* », ou subissent « *des bonnes remarques sexistes* » (P3, FG2).

D'après P3 (FG1) « *on va moins peut-être élire des femmes parce qu'on pense qu'elles sont moins compétentes et nin nin nin, même sans s'en rendre compte* ». La faible crédibilité des femmes en politique les empêche donc de participer au même titre qu'un homme :

J'ai l'impression que la participation, oui on peut participer beaucoup, mais à un entre guillemets plus bas niveau. Tu vois, genre on peut voter, on peut manifester, on peut faire ce genre de trucs, par contre dès que tu rentres dans un parti politique ou que tu es mise en avant, comme tu dis : bah tout de suite délégitimée en fait. (P1, FG2)

Plusieurs participantes notent également qu'« *il faut faire la différence* » (P3, FG2) entre leur capacité à comprendre la politique, où elles ont des compétences similaires à celles des hommes, et leur participation pratique concrète en tant que femmes. P5 (FG1) souligne ainsi la différence entre participation théorique et pratique des femmes : « *Euh participer [...] je pense qu'en théorie oui c'est facile et en pratique en fait [...] de manière générale les femmes ont quand même moins tendance à être écoutées ou à être [...] prises au sérieux* ».

Les participantes estiment en effet que les standards sont beaucoup plus élevés pour que des femmes soient prises au sérieux et considérées comme compétentes en politique :

J'ai l'impression que tu dois être doublement plus compétente, que ton argumentation doit être ultra solide. [...] Tu as pas le droit à l'erreur, quoi. Ça c'est, ouais. J'ai l'impression que tu dois être ultra renseignée sur le sujet que tu défends. [...] Plus qu'un homme. (P1, FG2)

Les hommes auraient cependant un pouvoir de validation sur les femmes. P1 (FG1) évoque un « *besoin de validation de [son] partenaire masculin* » concernant ses idées

politiques. P4 (FG1) parle d'un « *pouvoir que [les hommes] avaient sur [les femmes] de validation et que c'est ça qui te donnait un statut après* », ce qu'elle applique aux idées politiques. Selon P5 (FG2), la place des femmes en politique leur serait même accordée « *au bon vouloir des hommes* », soulignant leur statut subordonné, autant dans la hiérarchie de genre qu'en politique, ainsi que le pouvoir de légitimation que les hommes ont sur elles.

Illégitimité en présence d'hommes. Cette absence de légitimité perçue face à des hommes amène les participantes à se sentir plus à l'aise pour exprimer leurs opinions et participer en politique face à des femmes, et à préférer n'être qu'en présence de femmes. P2 (FG1) souligne notamment le contraste entre les moments avec sa famille, composée majoritairement de femmes, et lorsqu'elle est dans un contexte avec des hommes. Elle « *pense que ça peut aussi avoir un impact de savoir est-ce que tu as un homme à côté de toi qui va te regarder et qui va te dire « Mh, ce que tu dis c'est peut-être pas forcément vrai »* ».

Les participantes osent ainsi plus s'exprimer lorsqu'elles ne sont pas en présence d'hommes, parce que les hommes sont intimidants ; leur présence incarne l'autorité et les ramène à leur statut illégitime en politique :

Pour le coup, moi si j'étais toute seule dans une salle avec que des hommes que je connaissais pas et que je devais parler de politique, je pense que je serais beaucoup plus intimidée. Et j'aurais aussi beaucoup plus l'impression qu'on me prendrait pas au sérieux et qu'il faudrait que j'avance vraiment [...] des arguments en béton. [...] Beaucoup plus que si c'était un groupe des femmes inconnues. (P5, FG1)

Thème 2 – L'apport du groupe pour le sentiment d'efficacité politique des jeunes femmes

Pour pallier ce manque de légitimité perçue, les participantes peuvent se tourner vers un groupe et une mobilisation collective. Le fait d'être en groupe offre deux apports principaux pour le sentiment d'efficacité politique collectif des jeunes femmes : 1. Le soutien de

membres du groupe et 2. La visibilité apportée par le nombre. Ces deux aspects du groupe sont considérés comme particulièrement importants pour les minorités.

Sous-thème 1 – Le groupe comme source de soutien. Le premier apport majeur du groupe est le soutien. Ce soutien offre à son tour aux participantes de la validation et de la motivation pour résister aux obstacles ou au fait de ne pas être prises au sérieux. Au contraire, une personne seule serait « *juste un peu démunie, parce qu'[elle n'a] pas ce groupe là pour [la] soutenir* » (P1, FG2). Pour P5 (FG1) :

Déjà quand tu es plusieurs tu as le soutien du groupe. Et que si moi je me sens... je sais pas, si je dis quelque chose et qu'on m'interrompt ou qu'on me dit « T'as tort », si je suis toute seule je vais être là « OK », tu vois. Alors que si on est plusieurs, je sais que potentiellement il y en aura une pour [me soutenir].

Ce à quoi P6 (FG1) rajoute « *Et te valider* ». Ainsi, le soutien du groupe constitue une source de légitimité et de validation pour les participantes. Cet élément est particulièrement pertinent compte tenu du sentiment d'illégitimité des femmes en politique, qui compose le thème précédent. P1 (FG2) explique notamment : « *Je pense que ça m'aide beaucoup, surtout quand je me sens pas, ni légitime, ni compétente dans un truc, ouais d'être en groupe c'est vachement bien.* »

Le fait d'être entourée de personnes qui pensent comme soi serait également une source d'espoir : « *plus de gens vont manifester, plus tu te dis « ah bah il y a plus de gens qui pensent comme moi » et enfin je trouve que ça a quand même une influence un peu peut-être sur l'espoir* » (P1, FG1). Le soutien des autres membres du groupe est en effet un facteur motivationnel : « *ça nous motive nous-même et du coup ça, ouais ça nous motive et ça nous rend plus efficace* » (P5, FG1). Certaines participantes expliquent que le soutien d'un groupe leur permet « *de résister, de débattre* » (P3, FG1), donc de rester motivées et de persévérer face à une opposition ou un échec, alors qu'elles abandonneraient si elles étaient seules :

Si on commence à démonter ce que je suis en train de dire [...] je vais juste arrêter de parler et dire « Oui, il a raison, etc. ». Tandis que si j'ai derrière moi des gens qui sont là « Go girl ! » à tout ce que je suis en train de dire, je vais être là « OK, non ! Je vais te démonter toi. Boom ! » (P6, FG1)

L'avantage d'avoir du soutien est en effet surtout évoqué dans des situations face à un ou plusieurs hommes, car c'est dans ces situations que les participantes estiment en avoir le plus besoin pour lutter contre leur manque de légitimité (cf. thème précédent). Une participante explique notamment qu'« *[elle] pense qu'il y a quand même une différence dans la manière d'interagir [avec un homme] et que du coup si derrière [elle a] un groupe de femmes qui sont là pour soutenir ce qu'[elle peut] raconter, ça [l']aide* » (P1, FG1).

Sous-thème 2 – La visibilité apportée par le nombre. Le second apport principal du groupe est la visibilité : le fait d'être nombreux·ses rendrait en effet une population, une idée ou un combat visible, bien plus qu'une action entreprise par une seule personne. La notion de visibilité ressort en effet régulièrement lors des discussions entre les participantes. Une participante explique notamment que « *peu importe qui tu es, si tu sais que ta voix ne va pas passer, tu vas essayer de faire un grand groupe pour en faire parler.* » (P2, FG1).

Lors de l'activité de *ranking*, certaines manières de participer en politique sont en effet considérées comme efficaces par les participantes parce qu'elles amènent de la visibilité à une cause. Par exemple les manifestations, parce que « *dans tous les cas tu en parles* » (P1, FG2), ou le sabotage parce que « *limite qu'il y aura plus de couverture médiatique et que ce sera plus marquant que de se présenter aux élections* » (P5, FG2).

Un pouvoir d'information. Cette visibilité qui découle de l'action collective permettrait ainsi d'informer le public, en particulier les majorités, ce qui pourrait leur faire changer d'avis ou les sensibiliser à une cause. À noter que le fait d'informer les gens est également considéré comme très efficace pour avoir un impact politique par un groupe lors de

l'activité de *ranking*. Ainsi, la mobilisation collective « *peut réveiller entre guillemets des gens qui étaient pas intéressés à s'y intéresser et du coup à participer, que ce soit aux votes ou aux élections, etc.* » (P5, FG1).

Au vu de son pouvoir d'information, la visibilité d'une forme de participation politique ou d'un groupe est étroitement liée aux médias et aux réseaux sociaux dans le discours des participantes. En effet, lors du *ranking*, un des deux groupes considère que les médias ont un grand impact politique, car ils arrivent à « *faire changer l'opinion publique* » (P1, FG1).

D'après P5 (FG1) les médias à travers « *un grand pouvoir* » et les réseaux sociaux à travers « *pleins de petits pouvoirs* » peuvent tous deux être une source de soutien pour un mouvement collectif, car ils permettent de toucher énormément de monde. À l'inverse, les médias pourraient parfois servir à décrédibiliser une cause ou des femmes politiques, comme précédemment évoqué. P5 (FG2) considère ainsi que les médias ont tendance à proposer un traitement de surface des manifestations, plus centré sur l'événement que sur la cause défendue. Enfin, la controverse, « *parce qu'en fait la controverse ça amène bah du coup de nouveau le débat, [...] qui fait que du coup on en parle encore plus* » (P6, FG1), pourrait néanmoins être bénéfique pour une cause, car elle contribue à la rendre visible.

Sous-thème 3 – Minorités et mobilisation collective. Les deux avantages principaux du groupe, le soutien et la visibilité, seraient particulièrement importants pour les femmes, en tant que membres d'une minorité. En effet, les femmes, en tant que groupe minoritaire, auraient davantage besoin du soutien du groupe que les hommes : « *c'est plus important pour les femmes [que les hommes] de se sentir soutenues en groupe* » (P3, FG1). De plus, le rassemblement des femmes permettrait de les sortir de l'ombre et d'informer les majorités sur les questions d'égalité de genre, pour potentiellement amener du changement social :

Il y a plein d'hommes, [...] il y a des choses qu'ils réalisent pas, quoi. Ils se sont jamais posé la question. Et en fait ce genre de grands rassemblements qui forcent un peu les informations sous les yeux [...], ça peut leur donner un nouvel avis. (P5, FG1)

Durant les focus groups, plusieurs participantes ont fait référence au statut de minorité des femmes, pour qui elles considèrent la mobilisation collective comme particulièrement importante, car « *dès que tu es la personne concernée, c'est un peu plus important pour toi quand même* » (P1, FG2). P2 (FG2) explique également que si les femmes ne se mobilisent pas pour leurs droits, personne ne le fera à leur place : « *si on a eu des droits pour les femmes, c'est parce que des femmes se sont bougées* ». Le groupe serait « *nécessaire pour remettre en question déjà le statut plus majoritaire des hommes* » (P3, FG1) et les femmes, en tant que minorité, auraient ainsi pour ces participantes une certaine responsabilité à se mobiliser.

Pour P5 (FG2), la participation politique serait même presque nécessaire et automatique pour les femmes. Pour elle, l'identité de femme est en soi déjà politique, car « *potentiellement faire partie de certaines minorités de toute manière ça politise, quelque part* ».

Thème 3 – Un désengagement politique lié au sentiment d'inutilité de la participation politique

Le soutien et la visibilité offerts par un groupe ne sont cependant pas toujours suffisants pour se sentir efficace politiquement. Les participantes, y compris les plus engagées, expliquent en effet avoir régulièrement l'impression que leur participation ou leur engagement politique est inutile, à cause d'un manque d'effet concret. Ce sentiment d'être incapables d'avoir un impact en politique mènerait ainsi ces jeunes femmes à se désengager de la politique institutionnelle, à laquelle elles préfèrent des formes alternatives de politique,

non institutionnelle. Ce désengagement est systématiquement associé à de fortes émotions négatives.

Sous-thème 1 – Politique institutionnelle vs non-institutionnelle. En premier lieu, les discussions lors des focus groups soulignent une opposition entre une politique institutionnelle, considérée par les participantes comme peu efficace et dominée par l'argent et les lobbies, et une politique non-institutionnelle, liée à l'action collective, qui serait plus susceptible d'amener du changement social. Les participantes expriment ainsi un désengagement politique, surtout vis-à-vis de la première, mais également de la seconde.

« *Le moment où vraiment j'ai arrêté de croire à la politique* ». Les jeunes femmes qui ont participé aux focus groups ont une vision assez négative et pessimiste de la politique institutionnelle, et expriment une certaine désillusion face à elle. P6 (FG1) évoque « *le moment où vraiment [elle a] arrêté de croire en la politique* », soulignant son désengagement. P2 (FG1) explique que « *c'est vrai qu'[elle s']y intéresse de moins en moins* ».

Bien que les participantes reconnaissent l'efficacité des processus politiques, tels que le vote, le fait d'être membre d'un parti ou les initiatives populaires, elles leur reprochent notamment d'être trop lents. Par exemple, les initiatives populaires « *[ont] quand même un impact. C'est juste que ça prend vraiment beaucoup de temps* » (P4, FG1).

Certaines formes de participations politiques ou certains processus politiques institutionnels sont même considérés comme inutiles lors de l'activité de *ranking*, car ils n'auraient pas d'impact concret. P5 (FG1) explique qu'« *[elle a] quand même l'impression que, même en étant candidat/candidate, ça avance pas...* ». Les partis, ainsi que les hommes et femmes politiques, seraient en effet eux-mêmes contrôlés par les lobbies et l'argent. C'est pourquoi « *être un lobby* » et « *avoir de l'argent* » sont considérés par un groupe comme les manières les plus efficaces d'avoir un impact en politique pendant l'activité de *ranking*.

P6 (FG1) explique en effet avoir une vision très hiérarchique de la politique, dans laquelle elle se place tout en bas, elle ainsi que les autres citoyen·ne·s :

Je vois genre les lobbies qui manipulent les partis, qui élisent des personnes qui eux vont décider, enfin elleux vont décider. Et puis après bah bien sûr il y a nous qui votons et après bah on est influencé [...] Et du coup la résultante c'est que souvent il y a quand même des gens qui ne votent juste pas, parce qu'on perd un peu espoir justement dans cette hiérarchie-là.

Les participantes ont ainsi le sentiment qu'elles sont incapables d'influencer les décisions politiques, et ce peu importe leurs efforts personnels, à cause d'un manque de réception du système, ce qui fait penser à une efficacité politique externe peu élevée. La notion d'espoir est également importante : son absence empêche de continuer à s'engager dans une participation politique considérée comme inutile, car sans impact. Et ce même en parvenant à accéder à une position de pouvoir :

Je sais pas si on peut dire qu'on peut être efficace quand tu vois que même ceux qui sont tout en haut de la politique, après ils démissionnent. [...] En fait ils démissionnent parce qu'ils peuvent rien faire et c'est que les lobbies et la thune qui gagnent. (P4, FG2)

Ce sentiment d'impuissance ou d'inutilité de la participation politique face aux lobbies et partis politiques qui représentent le pouvoir mène ainsi certaines participantes à se désengager partiellement ou totalement de la politique institutionnelle.

« **Moi je veux faire de la vraie politique** ». La plupart des participantes préfèrent ainsi s'engager dans des formes de politique non institutionnelle ou moins conventionnelle. P4 (FG2) oppose directement la « *vraie politique* » à la politique institutionnelle, qui est considérée comme inutile :

*Moi je pense que j'ai quand même un grand intérêt politique, mais pas pour la politique des personnes élues, des débats, des machins de la télé. Mais de la politique plutôt de la rue, de l'action et des petits groupuscules écolos, machin. Comme si un peu, bon ces grands trucs à la c**, [...] consciemment ce que je me dis plutôt c'est « C'est de la m****, ça fonctionne pas et c'est qu'un truc de vieux c***, de vieux hommes cis de 70 ans qui veulent combattre, qui veulent avoir le pouvoir et pas du tout faire changer le monde. » Donc j'ai un peu, dans ma tête, en fait ça sert à rien. Et moi je veux faire la vraie politique.*

Ces formes de politique, qui ne passent pas par les institutions traditionnelles et qui prennent presque exclusivement la forme d'actions collectives (p.ex. rejoindre un collectif, faire du sabotage, les assemblées citoyennes), sont considérées comme plus efficaces par de nombreuses participantes dans les activités de *ranking*. Pour P4 (FG2) :

Si je devais dire, si on est un groupe, je dirais que ce qui est le plus utile et fonctionnel c'est de faire de l'action directe, que ce soit du sabotage ou d'aller directement sur le terrain. De faire des choses sans passer par les grandes institutions, déjà j'ai l'impression que c'est plus... c'est plus efficace.

La « vraie politique » serait également plus accessible que la politique institutionnelle pour les jeunes femmes. P4 (FG2), engagée dans un collectif, souligne en effet que « *dans ces petits groupuscules, il y a beaucoup plus de meufs que de gars. [...] Comme si les gars ils allaient se faire élire plutôt, etc.* ». Les femmes qui voudraient s'engager se tourneraient donc peut-être vers des formes alternatives de politiques, plus collectives, et dans lesquelles elles seraient plus représentées, plutôt que de rejoindre un parti ou se présenter à des élections. Ces milieux ne sont cependant pas non plus à l'abri des hiérarchies de genre : malgré « *cette conscience dans ces collectifs hyper dans le féminisme et dans tout ça [...] il y a quand même des types qui prennent la parole et qui font du mansplaining* » (P4, FG2).

En effet, les formes de politiques non institutionnelles n'échappent pas aux mêmes logiques de pouvoir que la politique traditionnelle. C'est pourquoi les participantes expriment également un découragement face à ce type de politique, pourtant considéré comme une meilleure alternative. Les assemblées citoyennes, par exemple, bien qu'elles soient pour P6 (FG1) « *le seul moyen qu'on a pour faire vraiment changer les choses* » et « *pour pouvoir au mieux répondre en fait aux besoins de chacun et chacune* », sont considérées par les participantes comme utopiques dans le système actuel, à cause du manque de réception du pouvoir en place, et notamment de l'influence des lobbies. P4 (FG2) explique quant à elle que, malgré l'impact concret que la mobilisation de son collectif a pu avoir en empêchant la construction d'une gravière sur un terrain, elle perd complètement espoir face à la toute-puissance de certains acteurs : « *Je me dis que cette entreprise va faire sa gravière ailleurs parce qu'ils ont de la thune et qu'il y a rien qui peut les arrêter.* »

La seule manière de se défaire de ce sentiment d'impuissance serait donc un désengagement total, en sortant complètement du système. P4 (FG2) explique ainsi que « *là ces temps, [elle est] aussi déprimée de la vraie politique aussi, et puis du coup [elle se dit] qu'[elle va] juste faire une ferme et vivre dans [son] coin* ».

Sous-thème 2 – Émotions négatives et désengagement politique des jeunes femmes. Comme P4 (FG2), « *déprimée* » de la politique autant institutionnelle que non institutionnelle, les autres participantes associent toutes leur désengagement politique à des émotions très négatives : de la lassitude, du désespoir, de la tristesse et de la déprime, ou de la colère. P5 (FG1) évoque par exemple avoir pleuré après les résultats d'une votation. Elle explique également que « *des fois [elle se sent] lassée* » et qu'elle n'essaie souvent même plus de débattre ou de partager ses opinions, « *parce que en fait ça [lui] coûte trop d'énergie* ». P5 (FG2) explique quant à elle qu'« *[elle] adore parler de politique, mais [elle*

n'a] même plus envie des fois de parler de politique parce que ça va [l']'énervé, ça va [la] frustrer et ça va [lui] plomber [sa] soirée » (P5, FG2).

Ces émotions négatives qui poussent ces jeunes femmes à se désengager découleraient directement de leur sentiment d'inutilité dans la participation politique : *« c'est carrément déprimant [...] parce que, genre, c'est un peu, tu y penses, et puis tu es face à juste l'impression qu'en fait tous tes efforts serviront absolument à rien » (P5, FG2).*

C'est juste que là je commence à avoir moins d'intérêt pour ça parce que juste je suis lasse. [...] Je crois que c'est plus de la fatigue, mais de la fatigue de l'inaction globale et du manque de, enfin de changement, quoi. (P6, FG1)

Certaines participantes décrivent également une certaine solitude dans leur participation politique : le fait que beaucoup de personnes ne votent pas, *« ça te reconfronte aussi au fait que tu es tout seul là-dedans » (P1, FG2).* Elles ont en effet l'impression d'être très peu à participer ou à s'engager en politique, et que leurs efforts à elles seules ne suffiront pas. P5 (FG2) évoque ainsi sa frustration et sa colère face au fait que beaucoup d'autres jeunes ne votent pas. P1 (FG2) déplore également que beaucoup de femmes de son entourage ne votent pas, ce qui contribue à son découragement :

Mais je veux dire, moi perso j'ai pleins de femmes autour de moi, elles ont jamais voté une fois dans leur vie. Et puis toi tu votes à chaque fois qu'il y a un truc, même si tu y connais rien. Et puis en fait tu es tout seul face à ça. Et puis déjà tu peux pas en discuter. Et puis en plus tu as l'impression d'être, ouais je sais pas, en fait si toutes les autres femmes votent pas, bah ça sert à quoi que tu le fasses ? (P1, FG2)

Thème 4 – L'importance du milieu social dans le rapport à la politique des jeunes femmes

Malgré l'importance du rôle que les jeunes femmes qui ont participé aux focus groups attribuent à leur genre dans leur rapport à la politique, certaines participantes affirment que

leur milieu social influencerait davantage leur perception d'être capables de comprendre et de participer à la politique :

Moi j'ai pas l'impression qu'être une femme ait un impact sur ma possibilité de comprendre et de faire de la politique. J'ai plus l'impression que mon milieu social, les gens qu'il y a autour de moi, mon éducation et ce genre de choses ont un impact là-dessus. Mais pas forcément le fait que je sois une meuf. (P4, FG2)

P6 (FG1) explique que, selon elle, « *c'est plus un problème de classisme qu'autre chose* » et qu'il est important de tenir compte de l'intersectionnalité des identités dans le rapport à la politique des femmes. Le rapport des jeunes femmes à la politique dépend ainsi selon elle « *d'un beau mix des deux* » (P6, FG1), entre questions de classe sociale et de genre.

Les participantes sont également très conscientes de leur position favorisée, en tant que personnes avec un haut niveau de formation (toutes sauf deux étant étudiantes à l'université), qui fait que leur rapport à la politique n'est pas le même que pour n'importe quelle jeune femme, notamment des femmes qui ont un niveau d'éducation moins élevé. P4 (FG1) fait référence au fait qu'elles sont « *dans [leur] petite bulle de gens à l'uni* », un milieu particulièrement politisé :

Moi quand je regarde ma sœur par exemple, elle est un peu plus jeune que moi et elle en a rien à faire de la politique et ses potes aussi. Du coup je me dis des fois c'est peut-être vachement genre notre petite bulle et les gens et nos cercles sociaux qui font qu'on a l'impression qu'on parle plus de politique

Une autre participante oppose également son cercle social universitaire à sa famille, qu'elle décrit comme « *une famille pauvre* », dans laquelle la politique « *c'est un truc qui est pas du tout ancré* » (P1, FG2). Elle explique que la différence de genre dans la participation et l'intérêt politique est beaucoup plus marquée dans sa famille ou avec ses amis qui n'ont pas fait d'études que dans son cercle d'amis à l'université. Au contraire, les personnes issues de

milieux socio-économiques favorisés seraient d'après elle davantage éduquées à la politique, et plus tôt. De plus, le milieu socio-économique « *détermine en partie aussi les gens desquels tu te rapproches, parce que du coup forcément tu vas aller vers des gens qui comprennent les mêmes choses que toi. Et c'est un peu un effet boule de neige.* » (P1, FG2)

Au-delà du cercle universitaire et de la famille, certaines participantes évoquent également le rôle de leurs ami·e·s. Une participante, engagée dans un collectif, explique que c'est le fait d'avoir des ami·e·s engagé·es qui l'a amenée à s'impliquer elle-même :

Effectivement, j'ai l'impression que c'est le truc un peu le plus important, c'est d'avoir les gens autour qui sont là-dedans. [...] Jamais je me serais retrouvée dans des groupes comme je me suis retrouvée dans des groupes si mes potes n'étaient pas là-dedans. (P4, FG2)

L'identification jouerait aussi un rôle important dans la participation politique, notamment collective, des jeunes femmes qui ont participé aux focus groups. Elles estiment en effet qu'il est important pour elles de s'identifier à un groupe pour le rejoindre et s'y sentir incluses.

Discussion

Cette étude a permis de mettre en évidence certaines raisons qui pourraient contribuer à l'écart entre efficacités politiques interne et collective chez les jeunes femmes.

Des femmes peu légitimes en politique

En premier lieu, la faible efficacité politique interne des jeunes femmes pourrait découler du fait qu'elles se sentent illégitimes en politique, à cause de l'association entre politique et caractéristiques masculines, ainsi que d'un manque de crédibilité des femmes face aux médias et aux hommes.

En particulier, l'association entre politique, pouvoir et masculinité rend la féminité incompatible avec la politique. Ce résultat est confirmé par la littérature, qui a mis en évidence que le domaine de la politique est majoritairement associé à des caractéristiques stéréotypiquement masculines (p.ex. agentivité, compétitivité, conflit, assertivité), et beaucoup moins avec des caractéristiques stéréotypiquement féminines (p.ex. collaboration, communauté), ce qui rend cet univers très peu attractif pour les jeunes filles, socialisées à développer des traits incompatibles avec cette représentation de la politique (Bos & al., 2021 ; Wolak, 2022 ; Lawless & Fox, 2010). Il serait dès lors nécessaire pour une femme de renier sa féminité pour devenir légitime en politique et accéder à une position de pouvoir. Donner son avis ou participer à la politique en tant que femme serait ainsi perçu comme une invasion d'un domaine masculin, ou un manque de féminité.

L'autre alternative pour accéder à une position de pouvoir en tant que femme serait le « womenwashing », qui n'est pas plus enviable. Le fait d'être une femme devient alors la première, voir la seule caractéristique d'une candidate, qui se trouve réduite à son genre. Le fait d'accéder au domaine fermé de la politique en tant que femme, et potentiellement à une position de pouvoir, est ici un leurre, car elle sera toujours ramenée à sa condition de femme, sera utilisée, et perdra potentiellement son individualité.

L'exemple de Marine Le Pen, d'ailleurs citée par des participantes, illustre bien cette tension entre performance de masculinité et féminité des femmes politiques. Un équilibre difficile à maintenir, décrit dans un article de Petterson et collaboratrices (2023) comme une « double contrainte » (« *double bind* ») du management d'identité auquel les femmes politiques sont contraintes : à savoir de devoir naviguer entre positionnements identitaires masculin et féminin, les deux étant potentiellement perçus négativement de la part d'une femme politique par le public. Dans cet article, Petterson et collaboratrices (2023) analysent le discours de Marine Le Pen sur Twitter précédant les élections présidentielles françaises de

2022. Elles identifient cinq manières dont Marine Le Pen se positionne : 1. la « punisseuse », 2. la « protectrice », 3. la « voix de la justice », 4. la « candidate des femmes » et 5. la « mère aimante ». Ces cinq positionnements identitaires peuvent être reliés aux deux possibilités pour une femme politique décrites par les jeunes femmes qui ont pris part à cette étude : l'adoption de caractéristiques masculines ou le « womenwashing ». La « punisseuse », la « protectrice » et la « voix de la justice » incarnent des caractéristiques traditionnellement masculines, fréquemment associées aux dirigeant·e·s populistes de droite (Pettersson & al., 2023), tandis que la « candidate des femmes » et la « mère aimante » mobilise son identité de femme et les caractéristiques féminines de soin d'autrui associées, ce qui rappellent le « womenwashing » décrit par une participante.

En plus des représentations genrées de la politique, le stéréotype des femmes comme étant peu crédibles rendrait la participation politique des femmes difficiles. Les jeunes femmes perçoivent en effet que les standards pour être considérées comme compétentes dans le domaine sont plus élevés pour elles que pour les hommes. Ce qui pourrait en partie expliquer leur plus faible efficacité politique interne. Au contraire, la position supérieure des hommes dans la hiérarchie de genre leur apporte de la crédibilité et de l'autorité. Les participantes ressentent et expriment explicitement une asymétrie entre elles et les hommes, ainsi qu'entre elles et les acteurs considérés comme influençant la politique (p.ex. les lobbies et les grandes entreprises).

Le stéréotype des femmes comme étant peu crédibles est également intériorisé par les jeunes femmes qui ont participé aux focus groups, ce qu'elles relient elles-mêmes à leur socialisation de genre : elles auraient appris à se taire, à éviter le conflit (qui est très présent en politique), à ne pas prendre place et à douter d'elles, surtout face à des hommes. Lawless et Fox (2010) expliquent la faible propension des femmes à se présenter aux élections aux Etats-Unis par le « *gendered psyche* » : « une empreinte profondément ancrée qui propulse les

hommes en politique, mais relègue les femmes à la périphérie de l'arène électorale » (p.11, traduction libre). Le *gendered psyche* impacte la manière dont les hommes et les femmes approchent la politique, et leur propre perception de leurs compétences dans ce domaine (Lawless & Fox, 2010 ; Gothreau, 2021). « [Les manifestations] du *gendered psyche* illustrent que, pour se considérer comme qualifiées pour se présenter aux élections, les femmes doivent surmonter une série de différences de perception complexes et de doutes qui résultent de schémas de socialisation genrée traditionnelle de longue date. » (Lawless & Fox, 2010, p.117, traduction libre). Ces différences dans la manière de percevoir ses compétences s'étendent bien plus loin que le seul domaine politique, avec une plus faible confiance en soi de la part des femmes (Wolak, 2020), ce qui pourrait également impacter la perception des participantes d'être peu crédibles ou illégitimes en politique, ainsi que leur prudence à s'exprimer sur un sujet.

Ainsi, les femmes subissent une double peine quant à leur légitimité dans le domaine politique : elles doivent non seulement faire beaucoup plus d'efforts que les hommes pour être prises au sérieux (par les autres et par elles-mêmes), mais réussir à s'y faire une place implique aussi de perdre leur féminité ou d'y être réduite.

Inutilité de la participation politique et désengagement

En second lieu, bien qu'elles disent toutes être intéressées par la politique et voter régulièrement, les jeunes femmes qui ont participé aux focus groups montrent un certain désengagement, surtout face à la politique institutionnelle, considérée comme ne servant à rien, car contrôlée par des lobbies. Le changement qu'elles décrivent de leur rapport à la politique avec l'âge montre en effet un certain découragement. Cammaerts et collaborateurs·trices (2014) soulignent en effet que, si les jeunes ne sont pas apathiques face à la politique comme le portrait médiatique pourrait le faire croire, ils sont plutôt critiques : bien qu'ils expriment de l'enthousiasme pour des formes de participation politique, dont le vote,

leur faible participation effective à travers les moyens conventionnels (dont le vote) témoignerait d'un sentiment de frustration ou d'un sentiment de ne pas se faire entendre (Cammaerts & al., 2014). Ainsi, il existerait un décalage entre les attentes des jeunes et la manière dont ils perçoivent que les institutions politiques y répondent.

La perception que leur participation politique ne sert à rien, car elle n'aura aucun impact, peut être interprétée comme une faible efficacité politique interne (participation personnelle peu efficace) ou collective (participation collective peu efficace), mais elle fait également penser à une faible efficacité politique externe (manque de réponse de système), ou à une faible confiance politique ou institutionnelle. L'efficacité politique interne est en effet un prédicteur important de toutes les formes de participation politique (Barrett & Brunton-Smith, 2014). Chrysochoou et Barrett (2017) expliquent ainsi que l'absence d'efficacité pourrait mener les jeunes à se désengager, même lorsqu'ils ressentent de la responsabilité sociale. L'efficacité politique externe et la confiance politique étant également positivement associées à la participation politique chez les jeunes (Barrett & Pachi, 2019), elles pourraient peut-être en partie expliquer le désengagement politique des participantes aux focus groups. Les données de la présente étude ne permettent cependant pas de faire des affirmations sur ce sujet, puisque, bien qu'elles puissent être inférées, les efficacités politiques et la confiance politique ou institutionnelle n'ont pas été explicitement mesurées. Ce résultat montre tout de même qu'il est important que les jeunes femmes aient l'impression que leur participation politique est utile, pour favoriser leur participation et leur engagement.

En parallèle, le désengagement des participantes est systématiquement associé à de fortes émotions négatives (p.ex. fatigue, lassitude, tristesse, colère). La forte prévalence de cette association dans le discours des participantes, bien qu'imprévue dans cette étude, est en partie congruent avec la littérature sur le sujet. L'association entre émotions et engagement politique y est en effet reconnu. Cependant, la littérature a surtout mis en évidence que les

émotions négatives (telles que la colère, la frustration, l'inquiétude) favoriseraient la participation politique (Barrett & Pachi, 2019), ainsi que l'action collective (Barrett & Pachi, 2019 ; Cicognani & Zani, 2015). L'association entre colère et désengagement politique chez les participantes à cette étude semble ainsi à première vue aller à l'encontre de la littérature sur l'action collective, qui montre que la colère ressentie pour le groupe (« *group-based anger* ») est un prédicteur important de l'action collective (van Zomeren & al., 2004 ; Cicognani & Zani, 2015 ; Barrett & Pachi, 2019). La colère exprimée par certaines participantes aux focus groups de cette étude est cependant très individuelle (donc non ressentie pour un groupe), et est même associée à un sentiment de solitude dans la participation politique. Il s'agit donc d'un type différent de colère (individuelle) que celle qui motiverait l'action collective, ce qui pourrait expliquer l'apparente divergence des résultats avec la littérature. De plus, le rôle de la colère, de la lassitude et de la tristesse dans le désengagement des participantes pourrait être facilement expliqué par une volonté d'éviter des situations (la participation ou l'engagement politique) qui leur feraient ressentir ces émotions négatives, sur le modèle du conditionnement opérant : une association répétée entre participation ou engagement politique et émotions négatives pourrait tout à fait mener les participantes à éviter la politique. Certains discours des participantes semblent aller dans le sens de cette explication, par exemple en choisissant de ne pas parler de politique parce que cela leur demande trop d'énergie ou les énerve. Une autre possibilité est que le désengagement politique des participantes découle directement de la perception que leur participation politique est inutile, plutôt que des émotions négatives associées à cette perception. Les différentes explications proposées peuvent également coexister.

La préférence des participantes pour des formes de politique non institutionnelles est quant à elle en accord avec la littérature. L'étude PIDOP réalisée dans neuf pays européens révèle entre autres que les jeunes sont moins susceptibles de prendre part à des formes

conventionnelles de participation politique et que, en parallèle, les hommes sont plus susceptibles de prendre part à des formes conventionnelles de politique (Barrett & Brunton-Smith, 2014). Les formes dites « non conventionnelles » d'engagement politique semblent en effet particulièrement populaires chez les jeunes, et spécialement chez les jeunes femmes (Grasso & Smith, 2022). Une étude réalisée en Allemagne montre également que les jeunes hommes privilégient les types de participations institutionnelles et expressives, tandis que les jeunes femmes privilégient les formes non institutionnelles et les manifestations (Pfanzelt & Spies, 2019). Les auteurs expliquent justement ces différences de genre par le fait que les jeunes femmes ont un niveau d'efficacité politique interne plus faible que les jeunes hommes : les formes institutionnelles de participation politique sont « à la fois très visibles et exigent une répartition claire des responsabilités entre les participant·e·s - des caractéristiques auxquelles les personnes (i.e. les femmes) qui ont un faible niveau d'efficacité interne ont nettement moins envie de se confronter » (Pfanzelt & Spies, 2019, p.45, traduction libre). L'absence de focus groups réalisés avec des jeunes hommes dans la présente étude ne nous permet cependant pas d'affirmer la présence de différences de genre dans la préférence pour des formes de participation conventionnelles ou non chez les jeunes en général, mais les résultats confirment la préférence des jeunes femmes pour des formes non conventionnelles de participation.

Les formes alternatives de politique et d'engagement non institutionnel qui sont préférées par les participantes sont majoritairement collectives (p.ex. manifestations, sabotage, engagement dans des collectifs), ce qui pourrait souligner l'importance du groupe dans leur perception d'être capables d'avoir un impact politique. Ces formes de politique ne sont cependant pas à l'abri des mêmes logiques de pouvoir que la politique institutionnelle : à savoir la domination masculine et capitaliste, ce qui décourage également certaines des jeunes femmes et les mène à se désengager aussi de cette forme de politique.

Le groupe comme ressource

Pour faire face au manque de légitimité et à la perception que leur participation politique est inutile, les jeunes femmes peuvent se tourner vers le groupe. C'est en effet le groupe qui leur permet de contester le statut minoritaire des femmes, à travers le nombre. En tant que groupe minoritaire, les femmes dépendraient donc plus du « pouvoir du nombre » (Fernández-Ballesteros & al., 2002), car elles ont moins de ressources que les hommes, un groupe majoritaire, pour apporter du changement social.

La préférence des participantes pour la mobilisation collective peut être expliquée par la Théorie de l'Identité Sociale, développée par Tajfel (Leyens & Yzerbyt, 1997). L'insistance de la part des participantes sur l'importance de la mobilisation collective pour les femmes pourrait ainsi traduire une tentative d'obtenir une identité sociale positive à travers une stratégie collective de changement social. Cette stratégie, qui consiste à revaloriser son propre groupe, par exemple en revalorisant les caractéristiques du groupe ou en améliorant sa position sociale, est adoptée lorsque les relations intergroupes sont considérées illégitimes ou instables et les frontières entre les groupes comme imperméables (i.e. il n'est pas possible de changer de groupe) (Leyens & Yzerbyt, 1997). Ne parvenant pas à obtenir une identité sociale positive en tant que femmes, un groupe minoritaire, et à se sentir efficaces politiquement, les jeunes femmes auraient besoin de la mobilisation collective pour changer le statut de leur groupe, afin d'obtenir une identité sociale positive.

À l'inverse, plusieurs participantes sont découragées par la perception d'être seules dans leur participation politique, à cause d'un manque de participation perçu de la part des jeunes ou des femmes. Le soutien offert par le groupe devient dès lors capital pour elles, puisqu'il pourrait leur redonner espoir et les motiver à persévérer dans leur participation ou leur engagement politique, une forte perception d'efficacité étant nécessaire pour rester motivé·e et ne pas abandonner face à des obstacles (Fernández-Ballesteros et al. 2002). Le

soutien du groupe apporte également une validation précieuse aux jeunes femmes, ce qui leur permet de ne plus être dépendantes d'hommes pour en obtenir.

Milieu social et engagement politique

Le genre n'est cependant pas le seul facteur qui influence le rapport à la politique des jeunes femmes : la classe sociale et l'entourage l'influencent également beaucoup. À tel point que le milieu social est considéré comme le facteur le plus important par certaines participantes, davantage que leur genre. Les participantes, en tant qu'étudiantes à l'université, pour toutes sauf deux, ont en effet un rapport particulier à la politique, en comparaison aux autres jeunes de leur âge. Ce dont elles sont très conscientes. En plus d'avoir un niveau de formation très élevé, l'université est un milieu politisé, ce qui peut favoriser leur engagement politique. Les participantes insistent ainsi sur le rôle, parfois facilitateur, parfois inhibiteur, que peut avoir leur entourage dans leur rapport à la politique. Le fait d'avoir des ami·e·s engagé·e·s politiquement semble également amener les participantes à s'engager à leur tour et joue un rôle particulièrement important selon elles.

Le contenu de ce thème est congruent avec la recherche. Le niveau d'éducation, le niveau socio-économique, ainsi que les groupes de pairs figurent tous parmi les facteurs sociaux et démographiques associés à l'engagement politique chez les jeunes identifiés par Barrett & Pachi (2019).

De plus, l'association entre milieu social et engagement politique évoqué par les participantes est en accord avec les résultats de l'étude 1, concernant les plus fortes efficacités politiques interne et collective des lycéen·ne·s, comparativement aux apprenti·e·s. Les résultats des deux études montrent qu'il est important de ne pas réduire les individus à leur genre, d'être attentif·ve à l'intersectionnalité des identités, et de prendre plusieurs facteurs en considération lorsque nous étudions le rapport des individus et des groupes à la politique.

Discussion générale

Genre et efficacité politique interne

Les résultats de l'étude 1 confirment que les jeunes femmes ont une efficacité politique interne plus faible que les jeunes hommes, en accord avec la littérature sur le sujet (Wen & al., 2013 ; Pfanzelt & Spies, 2019 ; Grasso & Smith, 2022 ; Arens & Watermann, 2017).

Les résultats de l'étude 2 montrent que la différence de genre dans l'efficacité politique interne pourrait être en partie due à une incompatibilité perçue entre féminité et pouvoir, ainsi que féminité et politique par extension, et à la perception des femmes comme peu crédibles (par elles-mêmes, par les médias, et par autrui). Il est ainsi difficile pour les jeunes femmes de se sentir légitimes dans ce domaine. Ce résultat rappelle la représentation décrite dans la littérature de la politique comme n'étant pas faite pour les femmes, mais pour les hommes (Bos & al., 2021 ; Mayer & Schmidt, 2004), ce qui mènerait les femmes à penser qu'elles ne sont pas capables de comprendre la politique et à développer une faible efficacité politique interne (Wen & al., 2013). Bien que les jeunes femmes qui ont participé à cette recherche ne considèrent pas que la politique ne les concerne pas ou qu'elles ne sont pas capables de la comprendre, comme peut le suggérer la littérature, elles perçoivent pourtant que la politique appartient majoritairement aux hommes, et qu'il est plus facile pour eux d'y accéder et d'y avoir un impact.

Sartori et collaborateurs·trices (2017) expliquent ainsi que « dans l'ensemble, c'est la manière dont le domaine politique et les différences de genre sont construits qui a maintenu les femmes éloignées de la politique : des discours explicitement discriminatoires, des structures politiques fermées et des dichotomies traditionnelles de la pensée occidentale ont identifié les femmes à la non-raison et à la nature, construisant ainsi le genre féminin comme

n'étant pas adapté à la politique (Cavarero 2002). En d'autres termes, les femmes sont restées à l'écart de la politique dans la mesure où la politique les a tenues à distance. » (p.228, traduction libre). Au-delà de rendre la politique plus attractive pour les jeunes femmes, il semble ainsi surtout nécessaire de la rendre plus inclusive pour elles. Casser les associations entre politique et masculinité, ainsi qu'entre pouvoir et masculinité, pourrait donc permettre d'augmenter l'efficacité politique interne des jeunes femmes, par exemple en offrant des modèles positifs d'identification aux femmes dans le domaine politique. Cela pourrait par exemple passer par l'élection de davantage de femmes avec des caractéristiques féminines à des postes de pouvoir – tout en étant attentifs·ves à ne pas les réduire à leur féminité – ou par des représentations positives de femmes politiques dans des films, séries, livres, etc. Il est également nécessaire de lutter contre la représentation des femmes comme peu crédibles, en politique comme en général, en éduquant les femmes à avoir plus confiance en elles et les hommes à les écouter. Bien qu'il s'agisse d'une tâche ardue...

Les résultats des focus groups mettent également en lumière une perception de la participation politique comme inutile, car elle n'a pas d'impact concret. Ce sentiment et son association à de fortes émotions négatives (notamment lassitude, découragement, tristesse, colère) contribueraient au désengagement politique des jeunes femmes. Ce résultat souligne l'importance du fait que les jeunes femmes aient l'impression que leur participation politique soit efficace, pour éviter qu'elles ne se désengagent encore davantage, voir complètement.

Il est également intéressant de noter qu'il a été difficile de recruter des participantes pour la seconde étude, car beaucoup de jeunes femmes disaient ne pas se sentir à l'aise ou assez renseignées pour participer à une discussion sur la politique, malgré mon assurance qu'un intérêt ou des connaissances politiques n'étaient pas nécessaires pour participer, bien au contraire. Plusieurs participantes ont également exprimé être soulagées que la discussion se soit bien passée, celle-ci une fois terminée, car elles s'attendaient à avoir peu de choses à dire

et étaient donc un peu stressées. Leur hésitation et leur perception de ne pas être assez renseignées pour participer à une discussion en lien avec la politique démontrent bien une efficacité politique interne peu élevée de la part des jeunes femmes. Ce qui a ironiquement rendu le recrutement plus difficile.

Genre et efficacité politique collective

L'étude 1 montre la présence d'une plus forte efficacité politique collective chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes. L'étude 2 montre quant à elle que la direction de cette différence de genre pourrait être en partie expliquée par le statut minoritaire des jeunes femmes, qui auraient particulièrement besoin du soutien et de la visibilité apportés par le groupe.

Comme mentionné plus haut, la Théorie de l'Identité Sociale peut être mobilisée pour expliquer la plus forte dépendance à la mobilisation collective des jeunes femmes, comparativement aux jeunes hommes, pour obtenir une identité sociale positive et un sentiment de pouvoir avoir un impact politique. Un plus grand investissement dans le groupe, ainsi qu'un plus grand bénéfice retiré en termes d'identité sociale, pourraient ainsi peut-être les mener à développer une efficacité politique collective plus élevée que les hommes. Le modèle SIMCA, « *an integrative social identity model of collective action* », utilise justement la Théorie de l'Identité Sociale pour expliquer l'action collective (van Zomeren & al., 2008 ; Cicognani & Zani, 2015). Dans ce modèle, l'identité sociale est un prédicteur de l'efficacité collective, « parce que l'identité sociale donne du pouvoir (*empowers*) à des individus relativement impuissants » (van Zomeren & al., 2008, p.523, traduction libre). L'efficacité collective prédit ensuite à son tour l'action collective. Le pouvoir que les jeunes femmes tirent de leur identité sociale leur permettrait donc de pallier leur manque de pouvoir individuel. Le « Nous pouvons, mais je ne peux pas » (« *We can, but I can't* ») de Collis (1985, p.209, cité

dans Mayo & Christenfeld, 1999) pourrait dès lors être poussé encore plus loin, devenant : *je ne peux pas toute seule, mais nous pouvons ensemble* : les femmes percevraient non seulement les autres femmes comme efficaces, mais également leur groupe comme particulièrement efficace pour amener du changement social. Toute seule, une jeune femme aurait de la peine à se sentir capable d'avoir un impact politique, mais, en s'y mettant toutes ensemble, elles pourraient faire changer les choses.

Compte tenu du fait que l'efficacité politique collective prédit l'action collective (van Zomeren & al., 2004 ; van Zomeren & al., 2008 ; Cicognani & Zani, 2015), promouvoir l'efficacité politique collective des jeunes femmes semble être particulièrement pertinent pour favoriser leur engagement politique. La plus forte efficacité politique collective des jeunes femmes (comparativement à leur plus faible efficacité politique interne) pourrait en effet leur offrir une porte d'entrée dans la politique à travers un engagement avant tout collectif. Promouvoir et mettre en avant des types d'engagements collectifs (p.ex. en rejoignant des collectifs, ou en participant à des manifestations) plutôt qu'individuels ou conventionnels (p.ex. voter) pourrait constituer une manière d'encourager la participation et l'engagement politiques des jeunes femmes. Il est ainsi important d'insister sur les formes diverses que peut prendre l'engagement politique, au-delà du simple vote ou de l'adhésion à un parti, qui limitent le sentiment des jeunes femmes d'être capables d'avoir un impact politique, afin que chacun·e puisse se sentir capable de participer à la politique suisse et d'y avoir un impact.

Genre, efficacité politique collective et efficacité politique interne

Favoriser l'efficacité politique collective des jeunes femmes semble d'autant plus important qu'elle est associée positivement à l'efficacité politique interne, et est un médiateur partiel de l'effet du genre sur l'efficacité politique interne : sans l'efficacité politique collective plus élevée des femmes, le *gender gap* dans l'efficacité politique interne serait

encore plus grand qu'il ne l'est à l'heure actuelle. En renforçant encore plus l'efficacité politique collective des jeunes femmes, il serait alors possible d'augmenter également leur efficacité politique interne. Il est en effet particulièrement important de réduire les différences de genre dans l'efficacité politique interne, car les croyances des femmes quant à leur incapacité à s'engager en politique impactent négativement leur participation et leurs connaissances politiques (Wen & al., 2013 ; Pfanzelt & Spies, 2019).

Limites et perspectives pour de futures recherches

Cette recherche a cependant plusieurs limites. Dans l'étude 1, les items d'efficacité politique collective ne font pas explicitement référence au genre. Il n'est donc pas possible de savoir exactement à quoi l'expression « les jeunes comme moi » correspond pour les répondant·es, et si le genre y est inclus. Il est possible qu'un autre facteur, plus important que le genre, influence l'efficacité politique collective des répondant·es et vienne biaiser les résultats. Une prochaine étude pourrait ainsi faire plus explicitement référence au genre dans des items mesurant l'efficacité politique collective (p.ex. « les jeunes femmes comme moi » ou « les jeunes hommes comme moi »), pour confirmer l'effet du genre sur l'efficacité politique collective. Cependant, les résultats de l'étude 2 montrent que, pour les jeunes femmes, les principaux apports du groupe sont le soutien et la visibilité, deux choses qui peuvent être obtenues indépendamment de la composition exacte du groupe. Que « les jeunes comme moi » inclue le genre pour les répondant·e·s ne me semble donc pas strictement nécessaire pour tirer des conclusions quant à une différence de genre dans l'efficacité politique collective. Nous ne pouvons néanmoins pas tirer de conclusion à propos de l'efficacité politique collective faisant référence à un groupe composé uniquement de femmes ou d'hommes, mais faisant référence à un groupe non défini.

Dans l'étude 2, les participantes ont presque toutes (sauf deux) un niveau de formation très élevé, un fait dont elles sont elles-mêmes très conscientes et sur lequel elles attirent régulièrement l'attention. Les résultats de cette étude ne nous renseignent que sur le vécu des jeunes femmes en formation supérieure. Il n'est donc pas possible de les généraliser à l'ensemble des jeunes femmes. Pour cela, des focus groups supplémentaires devraient être réalisés avec des jeunes femmes de différents niveaux de formation. Ces focus groups pourraient rassembler des participantes de plusieurs niveaux de formation, ou les séparer pour pouvoir comparer les résultats des groupes selon le niveau de formation des participantes. De plus, le nombre de focus groups réalisés dans cette étude est assez faible, et la saturation des données n'a probablement pas pu être atteinte. Il faut donc être prudent·e quant à la généralisation des résultats de ces deux focus groups à l'ensemble des jeunes femmes en éducation supérieure en Suisse romande.

Une autre limite de l'étude 2 est que les résultats nous renseignent uniquement sur la perception des jeunes femmes. Ils ne permettent donc pas de faire de conclusion quant à des différences de genre effectives, contrairement aux résultats de l'étude 1. C'est pourquoi il serait particulièrement intéressant pour une prochaine recherche de réaliser des focus groups avec des jeunes femmes, puis avec des jeunes hommes, pour les comparer. Il serait par exemple très intéressant de comparer le sentiment de légitimité en politique des jeunes femmes et des jeunes hommes, ou de comparer les apports du groupe pour l'efficacité politique, notamment à quel point les bénéfices retirés du fait d'être en groupe sont spécifiques aux femmes, ou plus importants pour elles.

Une autre limite de cette recherche est la différence d'âge entre les participant·e·s des deux études : les jeunes femmes ayant participé à l'étude 2 sont plus âgées que les répondant·e·s de la première étude. Ce point semble pertinent, étant donné que les participantes des deux focus groups, qui sont dans la vingtaine, expriment un certain

désengagement politique par rapport à quand elles étaient plus jeunes. Il pourrait alors être intéressant de réaliser des focus groups avec des adolescentes (ou des adolescents et des adolescentes), ou de faire passer un questionnaire similaire à celui de l'étude 1 à des jeunes femmes dans la vingtaine. Des adolescent·e·s pourraient également être comparé·e·s à des jeunes adultes dans une future étude, pour explorer un éventuel désengagement ou changement du rapport à la politique avec l'âge, tel qu'il est décrit par les participantes.

Pour finir, les deux études étaient exploratoires, et bien qu'elles aient permis de mettre en évidence et de mieux comprendre les liens entre genre, efficacité politique interne et efficacité politique collective, de futures recherches sont nécessaires pour confirmer les résultats présentés dans ce travail. En particulier, aucune autre étude ne confirme à ma connaissance la plus forte efficacité politique collective des femmes comparativement aux hommes. De futurs tests sont donc nécessaires, avec différents échantillons, pour confirmer cette différence de genre. De futures recherches expérimentales sont également nécessaires pour tester une causalité dans la relation entre efficacité politique collective et efficacité politique interne.

Conclusion

Cette recherche avait pour objectif de tester et de comprendre les liens entre genre, efficacité politique interne et efficacité politique collective, en utilisant des items issus d'un questionnaire, puis des focus groups. Les résultats montrent que les jeunes femmes ont une efficacité politique interne moins élevée que les jeunes hommes en Suisse romande. Cette différence pourrait être en partie expliquée par un manque de légitimité perçu par les jeunes femmes dans le domaine politique, et le sentiment que leur participation politique est inutile. Elles ont cependant une efficacité politique collective plus élevée que les jeunes hommes, ce qui pourrait découler en partie de leur plus grande dépendance au groupe pour se sentir efficaces, en tant que minorité. L'efficacité politique collective est également positivement associée à l'efficacité politique interne, et médie partiellement le lien entre genre et cette dernière.

Ces résultats montrent que les différences de genre sont encore largement présentes en politique et que l'efficacité politique collective des jeunes femmes pourrait offrir une piste pour les diminuer. C'est pourquoi il est important de développer davantage la recherche sur l'efficacité politique collective des jeunes femmes, en particulier sur son lien avec le genre et ses effets sur l'efficacité politique interne, ainsi que sur l'engagement ou la participation politique des jeunes femmes.

Remerciements

Je souhaite remercier Vanessa Juarez pour son suivi, ses relectures, ses précieux conseils et le fait qu'elle a été toujours disponible et bienveillante tout au long de la réalisation de ce travail. Je remercie également mon directeur de mémoire, le professeur Christian Staerklé, pour sa relecture et ses commentaires sur le manuscrit.

Un tout grand merci aux jeunes femmes qui ont participé aux focus groups, pour leur temps, leurs partages et la finesse de leurs observations.

Je remercie également Eléonore Lavanchy pour son aide et ses conseils pour la réalisation des analyses statistiques pour ce travail.

Références

- Arens, A. K., & Watermann, R. (2017). Political efficacy in adolescence : Development, gender differences, and outcome relations. *Developmental Psychology*, 53(5), 933-948. <https://doi.org/10.1037/dev0000300>
- Bandura, A. (1997). Collective efficacy, dans in Bandura, A. (Ed), *Self-efficacy : The exercise of control* (477-531). W H Freeman/Times Books/ Henry Holt & Co.
- Bandura, A. (2000). Exercise of Human Agency Through Collective Efficacy. *Current Directions in Psychological Science*, 9(3), 75-78. <https://doi.org/10.1111/1467-8721.00064>
- Barrett, M., & Brunton-Smith, I. (2014). Political and Civic Engagement and Participation : Towards an Integrative Perspective. *Journal of Civil Society*, 10(1), 5-28. <https://doi.org/10.1080/17448689.2013.871911>
- Barrett, M. & Pachi, D. (2019). Psychological factors linked to youth civic and political engagement, dans Barrett, M. & Pachi, D. (Eds.), *Youth Civic and Political Engagement* (22-44). Taylor & Francis, <https://doi.org/10.4324/9780429025570>
- Barrett, M. & Pachi, D. (2019). Social and demographic factors linked to youth civic and political engagement, dans Barrett, M. & Pachi, D. (Eds.), *Youth Civic and Political Engagement* (22-44). Taylor & Francis, <https://doi.org/10.4324/9780429025570>
- Bos, A., Greenlee, J., Holman, M., Oxley, Z., & Lay, J. (2021). This One's for the Boys : How Gendered Political Socialization Limits Girls' Political Ambition and Interest. *American Political Science Review*, 116, 1-18. <https://doi.org/10.1017/S0003055421001027>
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77-101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>

- Cammaerts, B., Bruter, M., Banaji, S., Harrison, S., & Anstead, N. (2014). The Myth of Youth Apathy : Young Europeans' Critical Attitudes Toward Democratic Life. *American Behavioral Scientist*, 58(5), 645-664. <https://doi.org/10.1177/0002764213515992>
- Cicognani, E. & Zani, B. (2015). Social and psychological factors influencing political and civic participation : A psychosocial perspective. dans Barrett, M. & Zani, B. (Eds), *Political and civic engagement : Multidisciplinary perspectives* (124-145). Routledge/Taylor & Francis Group.
- Colucci, E. (2008). « Focus Groups Can Be Fun » : The Use of Activity-Oriented Questions in Focus Group Discussions. *Qualitative health research*, 17, 1422-1433. <https://doi.org/10.1177/1049732307308129>
- Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2018). *Designing and conducting mixed methods research* (Third Edition). SAGE.
- Tingley D., Yamamoto, T., Hirose, K., Keele, L., Imai , K.(2014). mediation: R Package for Causal Mediation Analysis. *Journal of Statistical Software*, 59(5), 1-38. URL <http://www.jstatsoft.org/v59/i05/>.
- Fernández-Ballesteros, R., Díez-Nicolás, J., Caprara, G. V., Barbaranelli, C., & Bandura, A. (2002). Determinants and Structural Relation of Personal Efficacy to Collective Efficacy. *Applied Psychology*, 51(1), 107-125. <https://doi.org/10.1111/1464-0597.00081>
- Fraile, M., & de Miguel Moyer, C. (2021). Risk and the gender gap in internal political efficacy in Europe. *West European Politics*, 0(0), 1-19. <https://doi.org/10.1080/01402382.2021.1969146>
- Fritsche, I., Jonas, E., Ablasser, C., Beyer, M., Kuban, J., Manger, A.-M., & Schultz, M. (2013). The power of we : Evidence for group-based control. *Journal of Experimental Social Psychology*, 49(1), 19-32. <https://doi.org/10.1016/j.jesp.2012.07.014>

- Goddard, R. D., & Goddard, Y. L. (2001). A multilevel analysis of the relationship between teacher and collective efficacy in urban schools. *Teaching and Teacher Education, 17*(7), 807-818. [https://doi.org/10.1016/S0742-051X\(01\)00032-4](https://doi.org/10.1016/S0742-051X(01)00032-4)
- Gothreau, C. M. (2021). Sex Objects : How Self-Objectification Undermines Political Efficacy and Engagement. *Journal of Women, Politics & Policy, 42*(4), 275-296. <https://doi.org/10.1080/1554477X.2021.1941630>
- Grasso, M., & Smith, K. (2022). Gender inequalities in political participation and political engagement among young people in Europe : Are young women less politically engaged than young men? *Politics, 42*(1), 39-57. <https://doi.org/10.1177/02633957211028813>
- Guidetti, G., Viotti, S., Bruno, A., & Converso, D. (2018). Teachers' work ability : A study of relationships between collective efficacy and self-efficacy beliefs. *Psychology Research and Behavior Management, 11*, 197-206. <https://doi.org/10.2147/PRBM.S157850>
- Heger, K., & Hoffmann, C. P. (2021). Feminism! What Is It Good For? The Role of Feminism and Political Self-Efficacy in Women's Online Political Participation. *Social Science Computer Review, 39*(2), 226-244. <https://doi.org/10.1177/0894439319865909>
- Jugert, P., Greenaway, K. H., Barth, M., Büchner, R., Eisentraut, S., & Fritsche, I. (2016). Collective efficacy increases pro-environmental intentions through increasing self-efficacy. *Journal of Environmental Psychology, 48*, 12-23. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2016.08.003>
- Kristiansen, T. M., & Grønkjær, M. (2018). Focus Groups as Social Arenas for the Negotiation of Normativity. *International Journal of Qualitative Methods, 17*(1), 160940691774739. <https://doi.org/10.1177/1609406917747393>
- Lawless, J. L., & Fox, R. L. (2010). *It Still Takes A Candidate : Why Women Don't Run for Office*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511778797>

- Lenth, R. V. (2023). emmeans: Estimated Marginal Means, aka Least-Squares Means. R package version 1.9.0. <https://CRAN.R-project.org/package=emmeans>
- Leyens, J.-P., & Yzerbyt, V. (1997). Relations et conflits intergroupes, In Leyens, J.-P. & Yzerbyt, V. (Eds), *Psychologie sociale* (291-317). Mardaga.
- Marshall, J., Thomas, M., & Gidengil, E. (2007). *The Efficacy Enigma : Explaining the Gender Gap in Internal Political Efficacy in Canada and the United States*. 30.
- Mayer, J. D., & Schmidt, H. M. (2004). Gendered political socialization in four contexts : Political interest and values among junior high school students in China, Japan, Mexico, and the United States. *The Social Science Journal*, 41(3), 393-407. <https://doi.org/10.1016/j.soscij.2004.04.024>
- Mayo, M. W., & Christenfeld, N. (1999). Gender, Race, and Performance Expectations of College Students. *Journal of Multicultural Counseling and Development*, 27(2), 93-104. <https://doi.org/10.1002/j.2161-1912.1999.tb00217.x>
- Office fédéral de la statistique (OFS). (2023). *Femmes élues*. Office fédéral de la statistique. Consulté le 5 décembre 2023 à l'adresse <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/femmes-elues.html#-2078172150>
- Office fédéral de la statistique (OFS). (2023). *Politique*. Office fédéral de la statistique. Consulté le 5 décembre 2023 à l'adresse <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/bien-etre-subjectif-et-conditions-de-vie/politique.html>
- Pettersson, K., Payotte, S., & Sakki, I. (2023). Harsh punisher or loving mother? A critical discursive psychological analysis of Marine Le Pen's presidential Twitter campaign. *Ethnicities*, 23(6), 905-930. <https://doi.org/10.1177/14687968221148574>

- Pfanzelt, H., & Spies, D. C. (2019). The Gender Gap in Youth Political Participation : Evidence from Germany. *Political Research Quarterly*, 72(1), 34-48. <https://doi.org/10.1177/1065912918775249>
- R Core Team (2021). R: A language and environment for statistical computing. R Foundation for Statistical Computing, Vienna, Austria. URL <https://www.R-project.org/>.
- Sartori, L., Tuorto, D., & Ghigi, R. (2017). The Social Roots of the Gender Gap in Political Participation : The Role of Situational and Cultural Constraints in Italy. *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 24(3), 221-247. <https://doi.org/10.1093/sp/jxx008>
- van Zomeren, M., Spears, R., Fischer, A. H., & Leach, C. W. (2004). Put Your Money Where Your Mouth Is ! Explaining Collective Action Tendencies Through Group-Based Anger and Group Efficacy. *Journal of Personality and Social Psychology*, 87(5), 649. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.87.5.649>
- van Zomeren, M., Postmes, T., & Spears, R. (2008). Toward an integrative social identity model of collective action : A quantitative research synthesis of three socio-psychological perspectives. *Psychological Bulletin*, 134(4), 504-535. <https://doi.org/10.1037/0033-2909.134.4.504>
- Wen, N., Xiaoming, H., & George, C. (2013). Gender and Political Participation : News Consumption, Political Efficacy and Interpersonal Communication. *Asian Journal of Women's Studies*, 19(4), 124-149. <https://doi.org/10.1080/12259276.2013.11666168>
- Wolak, J. (2020). Self-Confidence and Gender Gaps in Political Interest, Attention, and Efficacy. *The Journal of Politics*, 82(4), 1490-1501. <https://doi.org/10.1086/708644>
- Wolak, J. (2022). Conflict Avoidance and Gender Gaps in Political Engagement. *Political Behavior*, 44(1), 133-156. <https://doi.org/10.1007/s11109-020-09614-5>

Annexes

Annexe 1

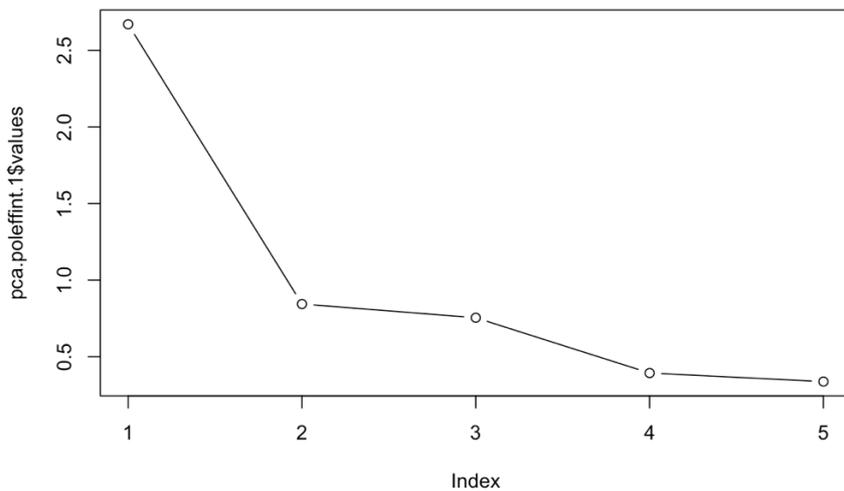
Items utilisés pour les analyses statistiques

Variable	Item	Modalités de réponse
Genre	Vous êtes :	Femme (1) Homme (2) Autre (3)
Efficacité politique interne	Je crois que je peux avoir une influence sur la politique suisse.	Pas du tout d'accord (1) Pas d'accord (2) Plutôt pas d'accord (3) Plutôt d'accord (4) D'accord (5) Tout à fait d'accord (6)
	J'ai confiance dans ma capacité à participer à la vie politique.	Pas du tout d'accord (1) Pas d'accord (2) Plutôt pas d'accord (3) Plutôt d'accord (4) D'accord (5) Tout à fait d'accord (6)
	Je ne me sens pas sûr·e de moi lorsque je parle avec d'autres personnes de politique.	Pas du tout d'accord (1) Pas d'accord (2) Plutôt pas d'accord (3) Plutôt d'accord (4) D'accord (5) Tout à fait d'accord (6)
	La politique est pour moi un sujet difficile à comprendre.	Pas du tout d'accord (1) Pas d'accord (2) Plutôt pas d'accord (3) Plutôt d'accord (4) D'accord (5) Tout à fait d'accord (6)
	Les politiciens et politiciennes utilisent des mots trop difficiles à comprendre.	Pas du tout d'accord (1) Pas d'accord (2) Plutôt pas d'accord (3) Plutôt d'accord (4) D'accord (5) Tout à fait d'accord (6)
Efficacité politique collective	En s'unissant, les jeunes comme moi peuvent amener des changements positifs dans la société.	Pas du tout d'accord (1) Pas d'accord (2) Plutôt pas d'accord (3) Plutôt d'accord (4) D'accord (5) Tout à fait d'accord (6)

	En s'unissant, les jeunes comme moi peuvent influencer les décisions qui sont prises par les autorités.	Pas du tout d'accord (1) Pas d'accord (2) Plutôt pas d'accord (3) Plutôt d'accord (4) D'accord (5) Tout à fait d'accord (6)
Niveau d'éducation	Quelle est votre situation professionnelle ?	Pré-apprent·e / AFP (1) Apprenti·e / CFC (2) Lycéen·ne / Culture générale (3) Lycéen·ne / Maturité gymnasiale (4) Étudiant·e bachelor (5) Étudiant·e master (6) Employé·e (avec formation) (7) Employé·e (sans formation) (8) Autre (9)
Âge	En quelle année êtes-vous ?	1 (1) 2 (2) 3 (3) 4 (4)
Intérêt politique	Dans quelle mesure êtes-vous intéressé·e par la politique ?	Pas du tout intéressé·e (1) Pas très intéressé·e (2) Quelque peu intéressé·e (3) Plutôt intéressé·e (4) Très intéressé·e (5) Extrêmement intéressé·e (6)
Discussions politiques	À quelle fréquence discutez-vous de politique avec votre entourage ?	Jamais (1) Rarement (2) Parfois (3) Souvent (4) Tous les jours (5)

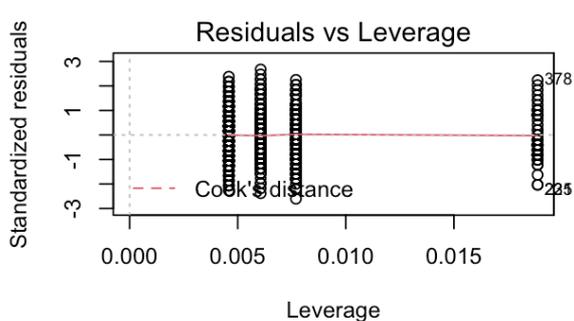
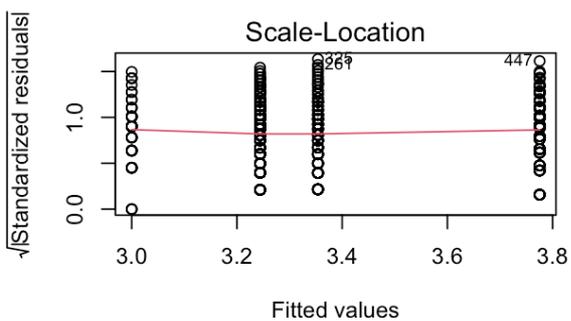
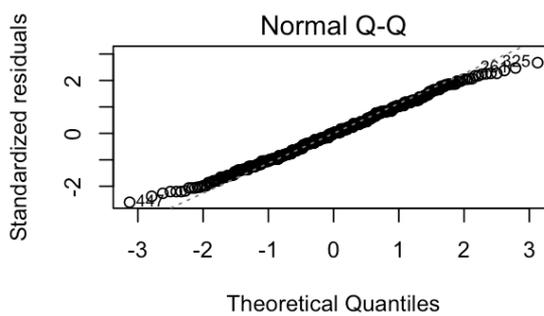
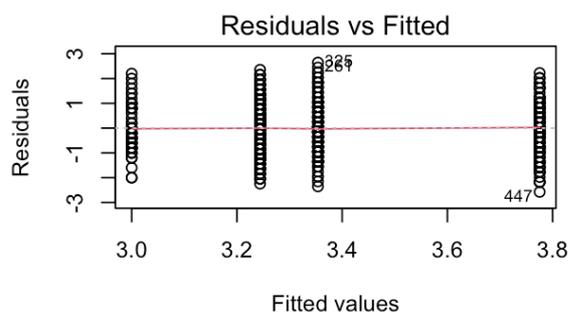
Annexe 2

Scree plot : variance expliquée par les composantes principales pour les items d'efficacité politique interne



Annexe 3

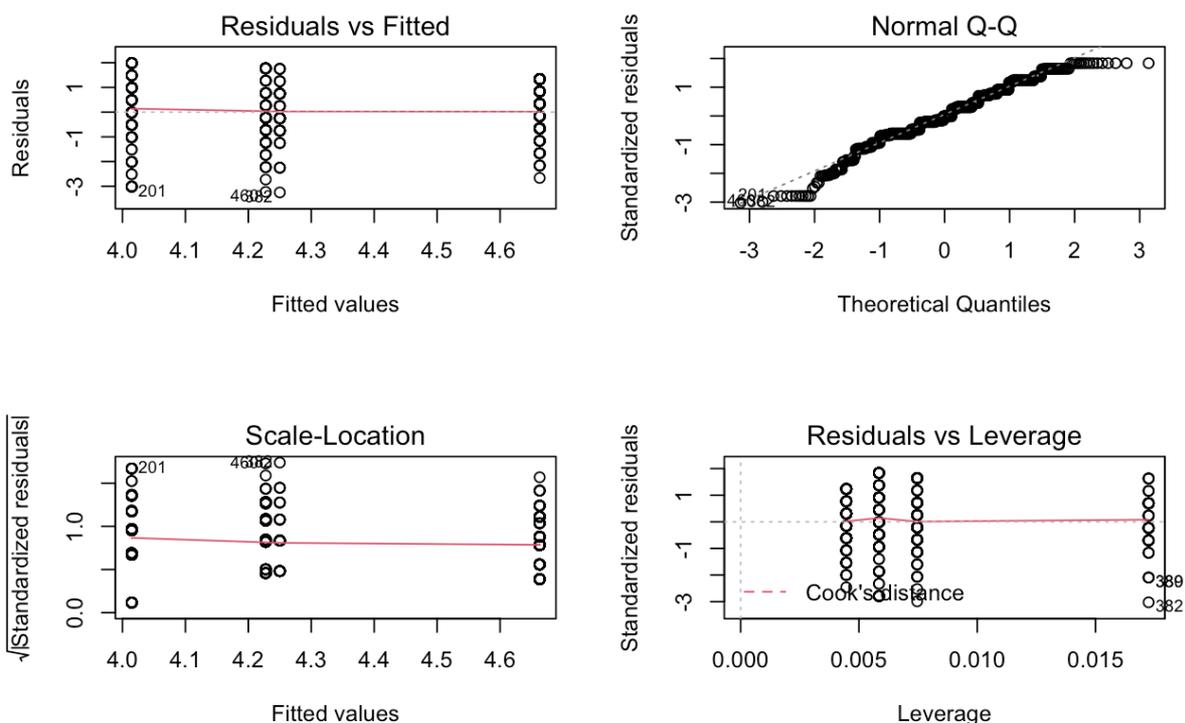
Vérification des hypothèses pour une ANOVA 2 (genre) x 2 (niveau d'éducation) dans le score d'efficacité politique interne



Égalité des variances. Des tests de Levene montrent que les variances des hommes et des femmes ($F(1, 564) = 1.09, p = .3$), ainsi que celles des apprenti·e·s et des étudiant·e·s ($F(1, 564) = 0.05, p = .82$) sont égales.

Annexe 4

Vérification des hypothèses pour une ANOVA 2 (genre) x 2 (niveau d'éducation) dans le score d'efficacité politique collective



Égalité des variances. Des tests de Levene montrent que les variances des hommes et des femmes ($F(1, 585) = 6.81, p < .01$), ainsi que celles des apprenti·e·s et des étudiant·e·s ($F(1, 585) = 5.07, p = .02$) ne sont pas égales.

Annexe 5

Résultats d'un modèle de régressions multiples où le genre et le niveau d'éducation prédisent l'efficacité politique collective

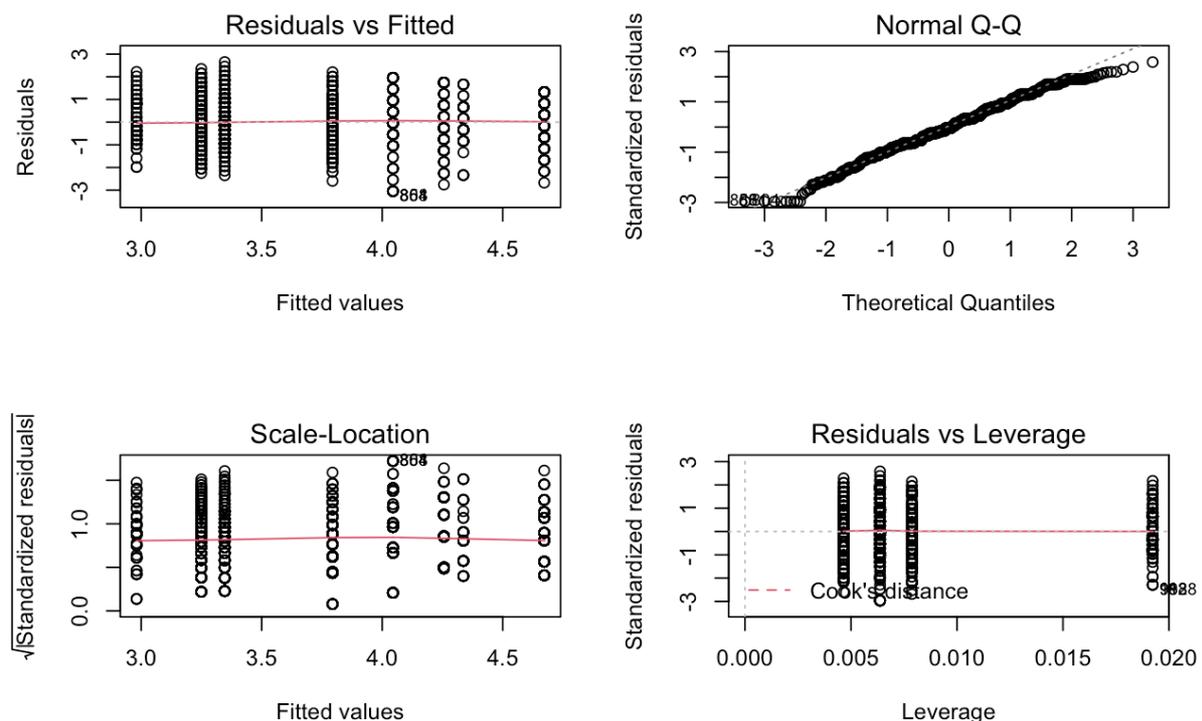
Prédicteurs	Estimate	SE	Modèle 1		p
			95% CI		
			LL	UL	
Intercept	4.71	0.18	4.35	5.07	< .001
Genre ^a	-0.37 ^a	0.1	-0.56	-0.18	< .001
Niveau d'éducation ^b	0.29 ^b	0.1	0.1	0.48	.003

^a Femmes = groupe 1 ; Hommes = groupe 2

^b Apprenti·e·s = groupe 1 ; Lycéen·ne·s = groupe 2

Annexe 6

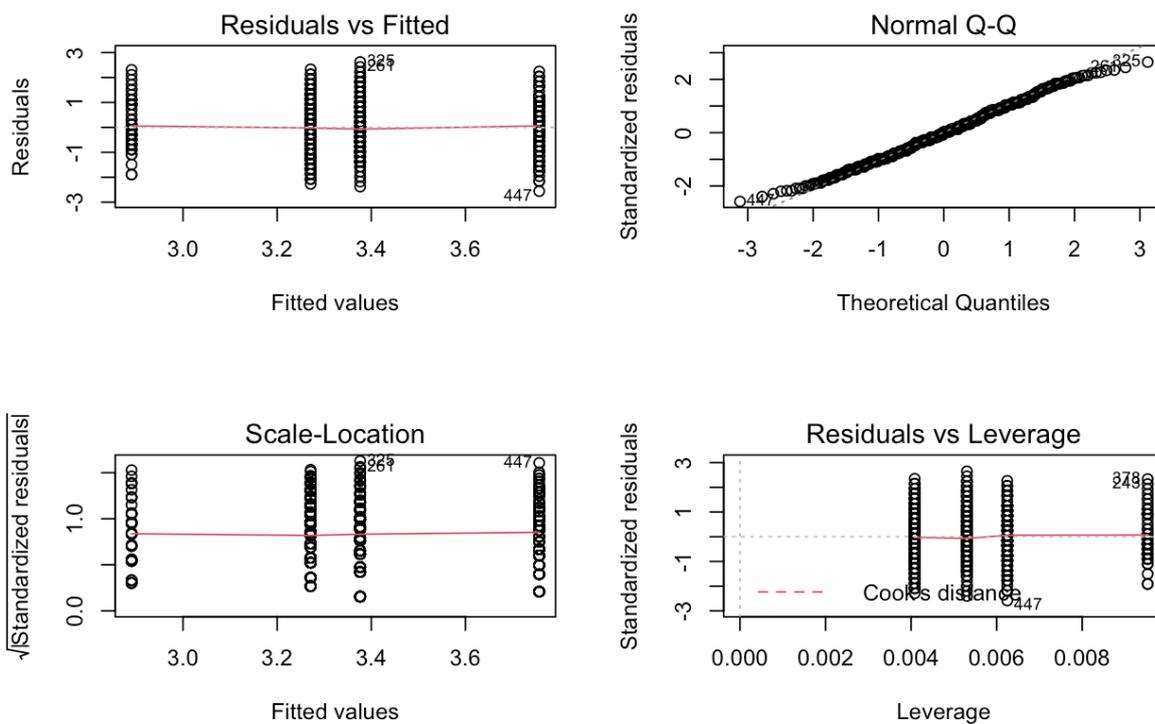
Vérification des hypothèses pour une ANOVA à mesures répétées testant les différences dans le score d'efficacité politique selon le type d'efficacité politique (collective ou interne) (facteur intra-individuel), le genre et l'éducation (facteurs inter-individuels)



Égalité des variances. Des tests de Levene montrent que les variances des hommes et des femmes ($F(1, 564) = 1.09, p = .3$), ainsi que celles des apprenti·e·s et des étudiant·e·s ($F(1, 564) = 0.05, p = .82$) sont égales.

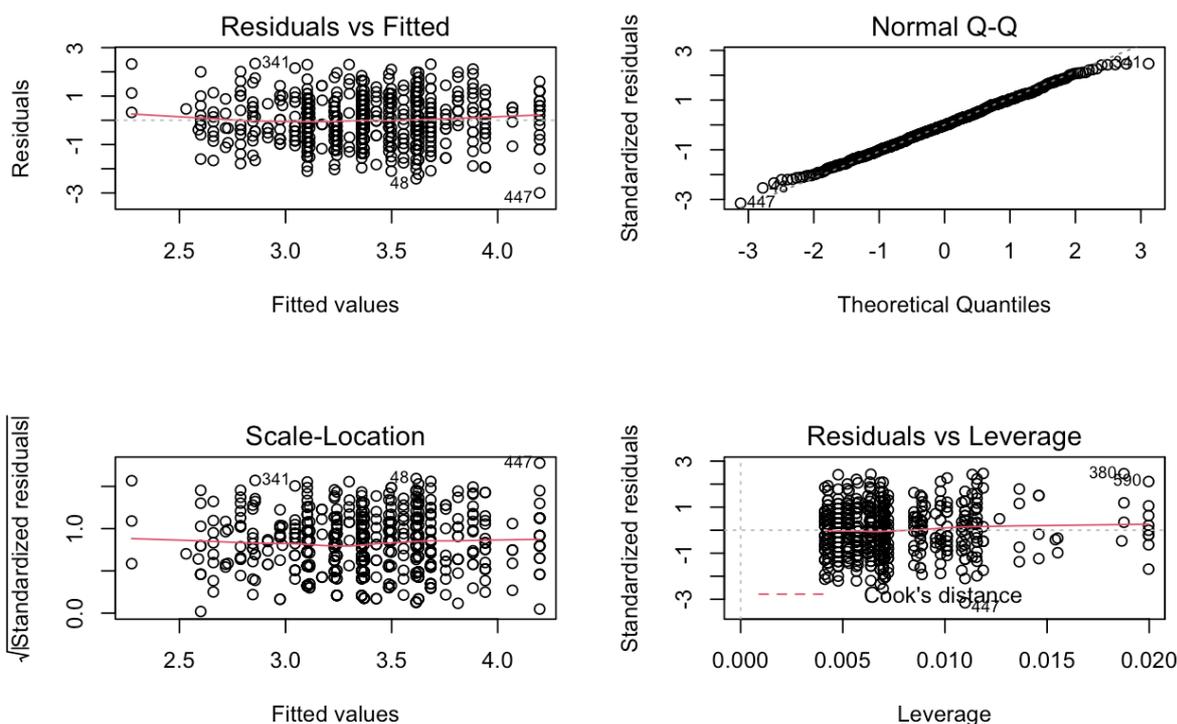
Annexe 7

Vérification des hypothèses pour le modèle de régression 1 (uniquement variables contrôles)



Annexe 8

Vérification des hypothèses pour le modèle de régression 2 (variables contrôles + VI)



Annexe 9

Résultats des modèles de régressions multiples avec interaction pour les prédicteurs de l'efficacité politique interne (modèles 3 à 5)

Prédicteurs	Modèle 3				
	Estimate	SE	95% CI		p
			LL	UL	
Intercept	1.42	0.33	0.78	2.07	< .001
Genre ^a	0.44 ^a	0.15	0.14	0.74	.004
Niveau d'éducation ^b	-0.03 ^b	0.32	-0.65	0.59	.928
Efficacité politique collective	0.26	0.04	0.18	0.33	< .001
Genre ^a * Niveau d'éducation ^b	0.21	0.19	-0.16	0.58	.259
Prédicteurs	Modèle 4				
	Estimate	SE	95% CI		p
			LL	UL	
Intercept	1.25	0.63	0	2.49	.049
Genre ^a	0.54 ^a	0.36	-0.17	1.25	.135
Niveau d'éducation ^b	0.31 ^b	0.09	0.14	0.49	< .001
Efficacité politique collective	0.24	0.14	-0.02	0.51	.075
Genre ^a * Efficacité politique collective	0.01	0.08	-0.15	0.16	.911
Efficacité politique collective	0.26	0.04	0.18	0.33	< .001
Prédicteurs	Modèle 5				
	Estimate	SE	95% CI		p
			LL	UL	
Intercept	1.18	0.29	0.61	1.75	< .001
Genre ^a	0.58 ^a	0.09	0.41	0.76	< .001
Niveau d'éducation ^b	0.32 ^b	0.34	-0.35	0.98	.35
Efficacité politique collective	0.26	0.06	0.15	0.36	< .001
Niveau d'éducation ^b *	0	0.08	-0.15	0.15	.997
Efficacité politique collective					

^a Femmes = groupe 1 ; Hommes = groupe 2

^b Apprenti·e·s = groupe 1 ; Lycéen·ne·s = groupe 2

Comparaison des modèles. Les modèles 2 et 3 ($F(1, 546) = 1.27, p = .26$), les modèles 2 et 4 ($F(1, 546) = 0.01, p = .91$), ainsi que les modèles 2 et 5 ($F(1, 546) = , p = 1$) ne diffèrent pas de manière significative. L'ajout d'aucune interaction n'améliore l'ajustement du modèle aux données, comparativement au modèle sans interaction.

Annexe 10

Canevas des focus groups

Population : jeunes femmes (i.e. toute personne s'identifiant en tant que femme) entre 18 et 30 ans

But : Comprendre (1.) si les jeunes femmes se sentent plus efficaces politiquement au niveau collectif (efficacité politique collective) qu'individuel (efficacité politique interne) et (2.) pourquoi.

Introduction et consigne : Bonjour, nous nous rencontrons aujourd'hui pour une recherche en psychologie sociale, dans le cadre de mon mémoire de Master qui porte sur le rapport des jeunes femmes à la politique en Suisse romande. L'objectif est de comprendre certains freins et facilitateurs à la participation politique des jeunes femmes. Tout ce que vous voulez bien partager est important, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réflexion. Sentez-vous libre d'échanger sur tout ce qui vous vient à l'esprit sans avoir peur du jugement. Les données seront traitées de manière strictement confidentielle et tout élément qui pourrait permettre de vous identifier sera supprimé dans la retranscription. Nous sommes dans un espace de parole confidentiel et bienveillant, et ce qui se dit dans cette pièce reste dans cette pièce. Vous pouvez refuser de répondre à certaines questions ou arrêter à tout moment sans avoir besoin de vous justifier. Si vous le permettez, nous allons enregistrer ce focus group, qui devrait durer entre 1h et 1h30, puis nous le retranscrivons pour l'analyser. Nous supprimerons tous les éléments qui pourraient permettre de vous reconnaître.

Thématique	Questions principales	Commentaires
1. Efficacité des participations individuelle et collective (en général)	<p>Activité 1 :</p> <p>A : Lister des manières de participer en politique</p> <p>B : Classer ces activités toutes ensemble de la plus efficace pour avoir un impact politique à la moins efficace (et discuter ensemble/expliquer pourquoi)</p> <p>Si difficultés à répondre, utiliser la liste activités – engagement politique (repris du canevas des focus groups fait par Vanessa Juarez avec les apprenti·e·s et lycéen·ne·s) et l'examiner ensemble</p>	<p>Le but de cet exercice est :</p> <p>A : de voir si les jeunes femmes pensent plutôt à la participation politique comme quelque chose d'individuel ou de collectif en fonction des activités qu'elles proposent</p> <p>B : de voir si les activités individuelles ou collectives sont considérées les plus efficaces</p> <p>Écrire sur des post-it, puis les classer</p>

<p>2. Perception de la capacité des jeunes femmes à comprendre et participer en politique</p>	<p>En tant que jeune femme en Suisse, pensez-vous qu'il est facile ou difficile pour vous de comprendre et de participer à la politique suisse ? A : Chacune individuellement ? B : Si vous vous mettez toutes ensemble (toutes les personnes présentes) ?</p> <p>Pensez-vous avoir plus de facilité à participer à la vie politique suisse ensemble, en tant que groupe de femmes, plutôt que chacune séparément ? Pourquoi ?/Pourquoi pas ?</p>	<p>Le but de ces questions est d'estimer :</p> <p>A : le niveau d'efficacité politique interne des participantes, B : le niveau d'efficacité politique du groupe, et d'éventuelles désaccord,</p> <p>ainsi que si les deux différent ou non, et les raisons de la différence/similitude entre efficacité politique interne et efficacité politique collective</p>																																																							
<p>3. Différences et stéréotypes de genre en politique</p>	<p><u>Vignette 1</u> : Statistiques OFS A : Part de femmes et d'hommes élus aux niveaux fédéral, cantonal, et communal en 2023 :</p> <table border="1" data-bbox="454 958 1011 1442"> <thead> <tr> <th></th> <th>Femmes</th> <th>Hommes</th> <th>Femmes en %</th> <th>Hommes en %</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Niveau fédéral</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Conseil fédéral</td> <td>3</td> <td>4</td> <td>42.9%</td> <td>57.1%</td> </tr> <tr> <td>Conseil national</td> <td>84</td> <td>116</td> <td>42%</td> <td>58%</td> </tr> <tr> <td>Conseil des Etats</td> <td>12</td> <td>34</td> <td>26.1%</td> <td>73.9%</td> </tr> <tr> <td>Niveau cantonal</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Exécutifs cantonaux</td> <td>48</td> <td>106</td> <td>31.2%</td> <td>68.8%</td> </tr> <tr> <td>Législatifs cantonaux</td> <td>869</td> <td>1725</td> <td>33.5%</td> <td>66.5%</td> </tr> <tr> <td>Villes</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Exécutifs</td> <td>343</td> <td>714</td> <td>32.5%</td> <td>67.5%</td> </tr> <tr> <td>Législatifs</td> <td>1997</td> <td>3118</td> <td>39%</td> <td>61%</td> </tr> </tbody> </table> <p>B : Intérêt pour la politique et participation aux votations fédérales : En 2021, « 38,2% des hommes annoncent un intérêt élevé pour la politique, contre 27,1% des femmes. En parallèle, 73,2% des hommes déclarent participer à au moins 8 votations sur 10 contre 67,9% des femmes. » (OFS, 2023)</p> <p>Ces statistiques montrent qu'en Suisse, moins de femmes sont élues que d'hommes à tous les niveaux (fédéral, cantonal et communal). Les femmes s'intéressent également moins à la politique et votent moins que les hommes.</p>		Femmes	Hommes	Femmes en %	Hommes en %	Niveau fédéral					Conseil fédéral	3	4	42.9%	57.1%	Conseil national	84	116	42%	58%	Conseil des Etats	12	34	26.1%	73.9%	Niveau cantonal					Exécutifs cantonaux	48	106	31.2%	68.8%	Législatifs cantonaux	869	1725	33.5%	66.5%	Villes					Exécutifs	343	714	32.5%	67.5%	Législatifs	1997	3118	39%	61%	<p>Le but est d'investiguer la perception des différences de genre, et les éventuels stéréotypes de genre liés à la politique, ainsi que leur lien avec l'efficacité politique des jeunes femmes</p>
	Femmes	Hommes	Femmes en %	Hommes en %																																																					
Niveau fédéral																																																									
Conseil fédéral	3	4	42.9%	57.1%																																																					
Conseil national	84	116	42%	58%																																																					
Conseil des Etats	12	34	26.1%	73.9%																																																					
Niveau cantonal																																																									
Exécutifs cantonaux	48	106	31.2%	68.8%																																																					
Législatifs cantonaux	869	1725	33.5%	66.5%																																																					
Villes																																																									
Exécutifs	343	714	32.5%	67.5%																																																					
Législatifs	1997	3118	39%	61%																																																					

	<p>Qu'en pensez-vous ? Votre expérience personnelle est-elle en accord avec ces conclusions ?</p> <p>Vous sentez-vous personnellement concernée par la politique en Suisse ? D'après vous, qui est concerné par la politique suisse ? (à qui elle s'adresse)</p> <p>En Suisse, pensez-vous qu'il est plus facile pour un homme de comprendre et d'avoir un impact en politique que pour une femme ? A votre avis, pourquoi ?</p>	<p>Comprendre si les jeunes femmes suisses perçoivent que la politique s'adresse à elles ou non</p> <p>Efficacité politique interne chez les femmes vs chez les hommes</p>
<p>4. Mobilisation collective des (jeunes) femmes</p>	<p>Vignette 2 : Extrait d'article sur le site de la rts (grève des femmes 2023)</p> <p><small>Grève des femmes Publié le 14 juin 2023 à 20:25 - Modifié le 15 juin 2023 à 08:50</small></p> <p>Plusieurs centaines de milliers de personnes ont participé à la grève des femmes</p> <p><small>- Des centaines de milliers de personnes, 300'000 selon l'Union syndicale suisse (USS), ont défilé mercredi dans toutes les grandes villes de Suisse pour faire valoir leurs droits à l'occasion de la grève des femmes. L'égalité salariale figurait au coeur des revendications.</small></p> <p><small>- Il y a 4 ans, le 14 juin 2019 avait marqué la plus grande mobilisation sociale depuis la grève générale de 1918. Un demi-million de personnes s'étaient alors mobilisées, selon l'USS. Une vague violette, couleur de la grève des femmes, avait déferlé dans les rues, puis au Parlement lors des élections fédérales. Jamais autant de femmes n'avaient alors été élues au Parlement lors des élections fédérales.</small></p> <p><small>- Nouvelle définition du viol dans la réforme du droit pénal sexuel, prévention contre la violence domestique, congé paternité ou encore médecine de genre: plusieurs dossiers sur l'égalité ont avancé ces quatre dernières années.</small></p> <p><small>- Mais les raisons de se mobiliser restent nombreuses, dénoncent les instigatrices de la Grève: augmentation de l'âge de la retraite et réforme du 2e pilier en défaveur des femmes, violences sexistes, sexuelles et féminicides, inégalité salariale, racisme structurel, manque de financement des structures de garde, discriminations homo-, bi- et transphobes, attaques contre le droit à l'avortement...</small></p> <p>D'après cet extrait, la mobilisation collective des femmes est utile pour faire avancer la politique suisse. Êtes-vous d'accord ? Pensez-vous que des mobilisations collectives de femmes, comme p.ex. la grève des femmes, peuvent avoir un impact sur la politique suisse ?</p> <p>D'après vous, est-ce que les femmes ont davantage besoin de s'organiser en groupe pour faire entendre leurs revendications, comparativement aux hommes, ou non ? Pour quelles raisons ? Et concernant les jeunes femmes spécifiquement ?</p> <p>Quelles sont selon vous les caractéristiques importantes pour qu'un groupe ait un impact politique ?</p>	<p>L'article sert à illustrer le sujet en donnant un exemple concret. L'idée de cette partie est de s'intéresser à la mobilisation collective des femmes en particulier.</p> <p>Perception de l'efficacité collective des collectifs de femmes au niveau de la Suisse</p> <p>L'idée ici est de parler</p>

	(Exemples au cas où elles n'ont pas d'idée : nombre, identification au groupe, similarité entre les membres du groupe, le statut du groupe (p.ex. fait d'être un groupe majoritaire/minoritaire), le statut des membres du groupe)	des conditions perçues pour qu'un groupe auquel on appartient puisse avoir un impact en politique
Conclusions et remarques finales	<p>Nous arrivons maintenant à la fin de la discussion. Avez-vous des réflexions ou remarques finales sur les thèmes dont nous avons discuté aujourd'hui et que vous aimeriez partager ?</p> <p>Y a-t-il un élément que nous n'avons pas abordé, mais que vous aimeriez mentionner ?</p> <p>Je vous remercie pour votre temps et vos partages.</p>	Laisser la possibilité aux participantes de rajouter quelque chose et les remercier pour leur contribution et leur temps

Annexe 11

Activités – engagement politique

- Participer dans un groupe engagé politiquement.
- Faire du bénévolat dans une organisation ou association
- Porter un vêtement, un badge ou afficher un autocollant qui exprime mes opinions/ mes valeurs
- Signer une pétition
- Participer à une manifestation publique légale
- Acheter et/ou boycotter certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales.
- Partager sur internet du contenu en rapport avec la politique
- Discuter de politique avec mon entourage proche (amis, famille)
- Prendre part à une discussion en ligne en rapport avec la politique
- M'informer sur des sujets politiques dans les médias
- Écrire des messages ou faire des graffitis en rapport à la politique sur un mur
- Participer à une manifestation illégale
- Adhérer à un groupe politique sur Facebook/Instagram/Tweeter ou un autre réseau social
- Donner de l'argent pour soutenir le travail d'un groupe politique ou d'une organisation
- Bloquer une rue, un bâtiment
- Voter
- Ne pas voter

Annexe 12

Vignette 1 (OFS, 2023)

A – Part de femmes et hommes élues au niveaux fédéral, cantonal, communal en 2023¹ :

	Femmes	Hommes	Femmes en %	Hommes en %
Niveau fédéral				
Conseil fédéral	3	4	42.9%	57.1%
Conseil national	84	116	42%	58%
Conseil des Etats	12	34	26.1%	73.9%
Niveau cantonal				
Exécutifs cantonaux	48	106	31.2%	68.8%
Législatifs cantonaux	869	1725	33.5%	66.5%
Villes				
Exécutifs	343	714	32.5%	67.5%
Législatifs	1997	3118	39%	61%

B – Intérêt pour la politique et participation aux votations fédérales² : En 2021, « 38,2% des hommes annoncent un intérêt élevé pour la politique, contre 27,1% des femmes. En parallèle, 73,2% des hommes déclarent participer à au moins 8 votations sur 10 contre 67,9% des femmes. » (OFS, 2023)

¹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/politique/elections/femmes-elues.html>

² <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/bien-etre-subjectif-et-conditions-de-vie/politique.html>

Annexe 13

Vignette 2 (rts, 2023)³

Grève des femmes

Publié le 14 juin 2023 à 20:25 - Modifié le 15 juin 2023 à 08:50



Plusieurs centaines de milliers de personnes ont participé à la grève des femmes

- Des centaines de milliers de personnes, 300'000 selon l'Union syndicale suisse (USS), ont défilé mercredi dans toutes les grandes villes de Suisse pour faire valoir leurs droits à l'occasion de la grève des femmes. L'égalité salariale figurait au coeur des revendications.

- Il y a 4 ans, le 14 juin 2019 avait marqué la plus grande mobilisation sociale depuis la grève générale de 1918. Un demi-million de personnes s'étaient alors mobilisées, selon l'USS. Une vague violette, couleur de la grève des femmes, avait déferlé dans les rues, puis au Parlement lors des élections fédérales. Jamais autant de femmes n'avaient alors été élues au Parlement lors des élections fédérales.

- Nouvelle définition du viol dans la réforme du droit pénal sexuel, prévention contre la violence domestique, congé paternité ou encore médecine de genre: plusieurs dossiers sur l'égalité ont avancé ces quatre dernières années.

- Mais les raisons de se mobiliser restent nombreuses, dénoncent les instigatrices de la Grève: augmentation de l'âge de la retraite et réforme du 2e pilier en défaveur des femmes, violences sexistes, sexuelles et féminicides, inégalité salariale, racisme structurel, manque de financement des structures de garde, discriminations homo-, bi- et transphobes, attaques contre le droit à l'avortement...

³ <https://www.rts.ch/info/suisse/14099057-plusieurs-centaines-de-milliers-de-personnes-ont-participe-a-la-greve-des-femmes.html>

Annexe 14

Bref questionnaire papier à remplir par les participantes à la fin de la discussion

Numéro de la participante _____

1. Quel âge avez-vous ? J'ai _____ ans.

2. Êtes-vous actuellement en formation ? Oui Non

Si oui, quelle formation ? _____

3. Si vous n'êtes pas en formation, quelle est votre activité professionnelle ?

4. Dans quelle mesure êtes-vous intéressée par la politique ?

Pas du tout	Pas très	Quelque peu	Plutôt	Très	Extrêmement
intéressée	intéressées	intéressée	intéressée	intéressée	intéressée
<input type="radio"/>					

5. Avez-vous le droit de vote en Suisse ? Oui Non

6. Si oui, à quelle fréquence votez-vous ?

Jamais	Rarement	De temps en	Souvent	Toujours
		temps		
<input type="radio"/>				

7. Avez-vous une remarque ou un commentaire à la suite de cette discussion ?

(facultatif)

Annexe 15

Formulaire d'information et de consentement

Information détaillée sur le projet

1. Objectifs du projet de recherche

L'objectif de ce focus group est d'explorer le rapport des jeunes femmes à la politique en Suisse romande et de comprendre certains freins et les facilitateurs à la participation politique des jeunes femmes.

2. Sélection des personnes pouvant participer au projet

Jeunes femmes (i.e., toute personne s'identifiant en tant que femme), de 18 à 30 ans

3. Informations générales sur le projet

Ce focus group est réalisé dans le cadre de mon mémoire de Master et fait suite aux résultats d'un questionnaire qui a été passé auprès de jeunes en formation. Cette seconde partie, qualitative, a pour but d'approfondir ces résultats, en s'intéressant spécifiquement au vécu de jeunes femmes.

4. Principe de participation

La participation à cette étude inclut une discussion de groupe d'une durée d'environ 1h à 1h30. Certaines informations socio-démographiques (âge, formation/activité professionnelle) et concernant le rapport à la politique des participantes seront également recueillies à l'aide d'un court questionnaire papier (6 questions). La discussion sera enregistrée (enregistrement audio uniquement).

Des boissons et des snacks seront à disposition des participantes.

5. Droits des participantes

La participation est volontaire. Les participantes ont le droit, à tout moment et sans avoir à se justifier, de révoquer leur consentement à participer à l'étude, sans que cela n'ait de

répercussions défavorables. Elles peuvent également choisir de refuser à répondre à certaines questions, sans avoir à fournir de justification.

6. Confidentialité des données

Les données seront traitées de manière strictement confidentielle. L'enregistrement du focus groupe se fera en audio uniquement (pas d'enregistrement vidéo). L'enregistrement audio et sa retranscription ne seront accessibles qu'aux personnes impliquées dans cette recherche. L'enregistrement sera supprimé une fois retranscrit. Les données recueillies ne seront utilisées qu'à des fins de recherche.

Les contenus verbaux seront anonymisés lors de la transcription. Tout élément susceptible d'identifier les participantes seront supprimés.

Déclaration de consentement

Déclaration de consentement écrite pour la participation à un projet de recherche

- Veuillez lire attentivement ce formulaire.
- N'hésitez pas à poser des questions lorsque vous ne comprenez pas quelque chose ou que vous souhaitez avoir des précisions.

TITRE DE L'ÉTUDE :	Rapport des jeunes femmes à la politique en Suisse Romande
Institution responsable :	Institut de psychologie, Faculté SSP, Université de Lausanne
Responsable du projet :	Noémie Lavanchy
Participante :	
Nom et prénom en caractères d'imprimerie :	

Date de naissance :

Numéro de la participante :

- Je déclare avoir été informée, par la responsable du projet soussignée, oralement et par écrit, des objectifs et du déroulement du projet ainsi que des effets présumés, des avantages, des inconvénients possibles et des risques éventuels.
- Je prends part à cette étude de façon volontaire et j'accepte le contenu de la feuille d'information qui m'a été remise sur le projet précité. J'ai eu suffisamment de temps pour prendre ma décision.
- J'ai reçu des réponses satisfaisantes aux questions que j'ai posées en relation avec ma participation au projet. Je conserve la feuille d'information et reçois une copie de ma déclaration de consentement écrite.

Lieu, date	Signature du ou de la participante
------------	------------------------------------

Attestation de l'investigateur ou de l'investigatrice : Par la présente, j'atteste avoir expliqué à la participante la nature, l'importance et la portée du projet. Je déclare satisfaire à toutes les obligations en relation avec ce projet conformément au droit en vigueur. Si je devais prendre connaissance, à quelque moment que ce soit durant la réalisation du projet, d'éléments susceptibles d'influer sur le consentement de la participante à prendre part au projet, je m'engage en l'en informer immédiatement.

Lieu, date	Signature de l'investigateur ou de l'investigatrice
------------	---

